21 Février : JOURNÉE ANTI-IMPÉRIALISTE

L'HUMANITÉ rouge

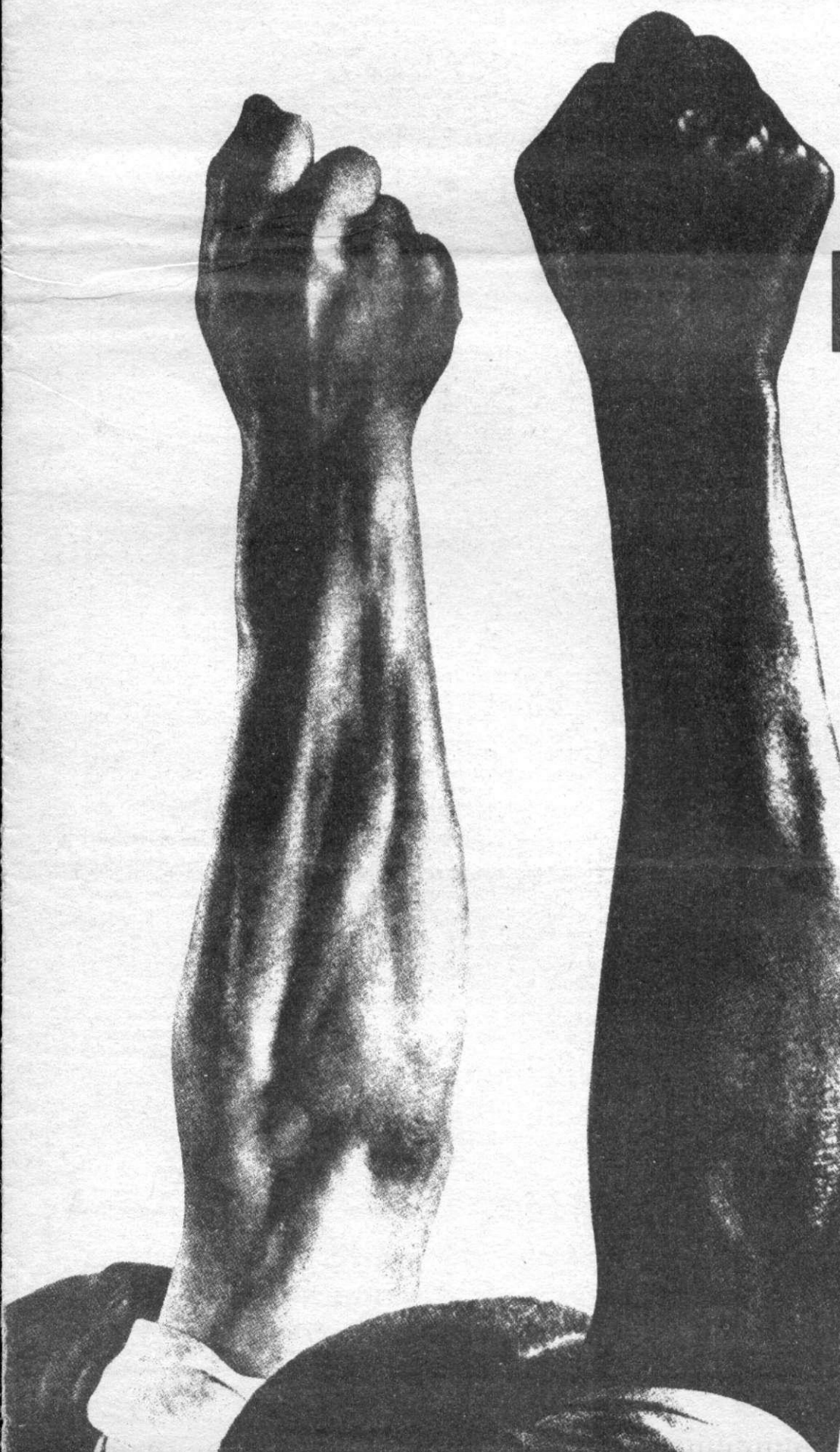
Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

I F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

2e ANNEE
JEUDI 19 FÉVRIER 1970 N° 48

TOUS UNIS



CONTRE L'IMPÉRIALISME ASSASSIN

CONTRE LA VERMINE FASCISTE !

UNE SEMAINE DE LUTTES

PROLONGEMENT DES LUTTES

• *C.I.M.A.T.I.C. A MONTREUIL-SOUS-BOIS :* depuis le 3 février, 70 % du personnel horaire et mensuel est en grève pour une compensation de salaire due à la réduction d'une diminution d'horaire.

• *BENNES MARREL A SAINT-ETIENNE (siège social)* : les actions se poursuivent pour les salaires ; ainsi qu'aux succursales de Bordeaux, Marseille, Clamart.

• *FONCTION PUBLIQUE :* les mécanographes poursuivent la grève du rendement.

• *SUD-AVIATION A LA COURNEUVE :* des arrêts de travail ont lieu depuis le 30 janvier pour les salaires.

• *SOCIETE GENERALE DE PRESSE :* deuxième semaine de grève.

• *ENCYCLOPAEDIA-UNIVERSALIS A PARIS :* la grève sur les lieux de travail se poursuit depuis le 5 février contre les licenciements et pour la sécurité de l'emploi.

• *FACULTE DES LETTRES :* le mouvement de grève dans l'enseignement des langues vivantes se poursuit.

• *INSTITUT D'ANGLAIS CHARLES V A PARIS :* grève décidée le 5 février sur les points suivants :

— abrogation de la circulaire de Guichard, rendant facultative la deuxième langue vivante, ce qui entraînerait le chômage de nombreux maîtres auxiliaires ;

— dénonciation de la politique actuelle du gouvernement consistant à « rentabiliser » l'enseignement (suppression de postes, etc...) ;

— dénonciation de la forme que prend l'enseignement des langues en France, du manque de formation des maîtres et de la super sélection que représentent le C.A.P.E.S. et l'agrégation.

SAMEDI 7 FEVRIER

• *MINES DE POTASSE D'ALSACE* : 9 000 mineurs font grève pour la deuxième fois en 15 jours pour l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, une nouvelle grille de salaire.

• *FABRIQUE DE MEUBLES DE MINVIELLE DE COARRAZE A NAY (Pyrénées-Atlantiques)* : un millier d'ouvriers manifestent contre la fermeture de cette entreprise.

DIMANCHE 8 FEVRIER

• *RUE DE JOINVILLE A PARIS 19e :* des militants révolutionnaires décident de diffuser un tract commun contre la répression et pour la liberté d'expression. Depuis plusieurs semaines, les forces de répression les empêchent de diffuser leur presse. Une fois de plus les forces de répression sont intervenues avec brutalité et ont opéré 4 arrestations pour vérification d'identité. Le mot d'ordre « A bas la répression » a été repris par la population du quartier.

LUNDI 9 FEVRIER

• *USINE HOUGTON A PUTEAUX :* débrayages contre les licenciements. Suite à cette action, le nombre des licenciers est ramené de 8 à 4 travailleurs. L'action se poursuit pour l'annulation complète des licenciements.

• *ARDY-TORTEAUX A LA COURNEUVE :* débrayage d'une heure pour exiger le relèvement du taux d'embauche minimum à 4,20 F de l'heure et pour la mensualisation de tous les horaires.

• *RATEAU A LA COURNEUVE :* l'atelier de montage Est débraie une demie-heure.

• *ENTREPRISE BROUARD FRERES (travaux publics) A RAZAC-SUR-L'ISLE (Dordogne)* : grève de 24 heures pour les salaires, les frais de déplacement, les classifications.

• *ENTREPRISE SERIC-VITADE A RONCHAMP (Haute-Saône) :* les ouvriers sont en grève pour la parité des salaires avec l'usine de Pont-à-Mousson de la même société.

MARDI 10 FEVRIER

• *CHEMINOTS DE NARBONNE :* grève de 24 h pour l'amélioration des conditions de travail et pour des aménagements intérieurs.

MERCREDI 11 FEVRIER

• *RENAULT A BILLANCOURT :* débrayages aux forges et à la fonderie pour l'augmentation des salaires, la mensualisation, la retraite, le temps de repos et l'indemnisation de la taxe payée par les travailleurs immigrés pour envoyer de l'argent à leur famille, pour 300 F, ils déboursent 345 F.

• *COMPTOIR LYON-ALEMAND A NOISY-LE-SEC :* débrayage dans un atelier pour les revendications. La direction lockoute les ouvriers, mais la riposte est immédiate, les grévistes discutent avec leurs camarades des autres ateliers et un débrayage général est décidé.

• *ETABLISSEMENTS FAILLOT A PARIS 19e :* à la suite de plusieurs débrayages, la direction s'engage à respecter la date de la paye.

• *LA CHAPELLE-DARBLAY A CORBEIL (Essonne)*: les travailleurs unis ripostent au lock-out de la direction et mettent celle-ci en échec.

• *TUBES OUVRES A PIERREPONT (Meurthe-et-Moselle) :* débrayage pour protester contre le nouveau mode de rémunération.

• *LA CHAPELLE-DARBLAY A GRAND-COURONNE (Seine-Maritime) :* débrayage pour une prime de vacances.

JEUDI 12 FEVRIER

• *CHAUDRONNERIE LORRAINE A NANCY :* 270 ouvriers sont en grève pour une augmentation horaire de 0,20 F

• *S.N.I.A.S.-DEOLS A CHATEAUROUX :* ouvriers et employés débrayent contre la suppression des avantages acquis et pour les salaires.

• *S.N.E.C.M.A.-HISPANO A BOIS-COLOMBES :* débrayages des outilleurs pour les salaires, la réduction du temps de travail et pour la prime de transports à 40 F.

• *COMPAGNIE GENERALE DE LA RADIOLOGIE A ISSY-LES-MOULINEAUX :* les actions se poursuivent pour une augmentation horaire de 0,40 F et une nouvelle grille de salaires.

• *ENTREPRISE ENFEOUX A NIMES :* suite aux licenciements de 600 travailleurs qui sont principalement de jeunes ouvrières, une manifestation est décidé pour lundi 16 février.

• *PAPETERIES MAUDUIT A QUIMPERLE (Finistère) :* troisième débrayage pour les salaires.

• PAPETERIES BOLLORE A SCARR ET VOLET *(Finistère) :* grève de 32 heures pour les salaires.

• *COMPAGNIE DES WAGONS-LITS (aéroport du Bourget) :* les employés des restaurants et bars sont en grève pour les salaires et un statut.

VENDREDI 13 FEVRIER

• *AUX FORGES DE GUEUGNON (Saone-et Loire)* : les ouvriers cessent le travail pour protester contre l'accident mortel survenu à un de leur camarade. C'est le troisième accident mortel qui se produit dans cette entreprise en trois mois.

• *ETABLISSEMENTS SABLEE A PANTIN :* grève illimitée des soudeurs pour les salaires et débrayages dans les autres ateliers.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

EN AVANT VERS LES 15 MILLIONS !

Anonyme	Aix-en-Provence	100	F
Militant H.R.	»	50	F
C.D.H.R. Moumousseau	»	50	F
Un militant M.L.	Montpellier	50	F
C.D.H.R. (janvier)	Noisy-le-Sec	453,50	F
C.F. (janv. fév.)	»	100	F
C.D.H.R. (Fac de Sciences)	Paris	85	F
C.D.H.R., Vincennes Fac	»	60	F
Un lecteur	St-Maur	10	F
Orly ville (supplément à souscription)	Orly	15	F
C.D.H.R. 11e	Paris	74,50	F
C.D.H.R.	Menton	50	F
G.R.D.	Paris 2e	25	F
Cercle Convention	Paris 15e	102	F
C.D.H.R.	St Nazaire	25	F
1 C.D.H.R.	Toulouse	25	F
C.D.H.R. Norman-Béthune	Toulouse	30	F
C.D.H.R. Guy Mocquet	Paris	200	F
Anonyme	Paris	3	F
M.H.R.	Athis-Mons	5	F
total général		101 417,90	F

Note de l'H. R.

En raison de l'importance des articles reçus cette semaine, le courrier des lecteurs est reporté au prochain numéro d'H.R.

PARIS : A bas la répression contre les diffuseurs d'H. R. !

Un groupe de diffuseurs de l'H.R. distribuait des tracts et vendait le journal dimanche matin sur le marché de la Réunion dans le 20e. A 11 heures, agression de plusieurs flics qui descendent d'un car, saisissent les tracts, arrêtent une jeune femme. La foule s'interpose, proteste, les flics s'affolent, d'autres cars arrivent et embarquent l'un des protestataires. Les deux personnes arrêtées sont maintenant inculpées de rébellion, d'injures, de coups et blessures... et même d'avoir tenté de renverser un car ! (leur procès a lieu le 24).

Mais sur le quartier de la Réunion, les marxistes-léninistes s'organisent avec le soutien actif de la population pour barrer la route à la répression.

Dimanche 15 février 1970, alors que des camarades du C.D.H.R. du 2e arrondissement diffusaient le journal Une douzaine de flics en civil se jettèrent sur les camarades. Ils embarquèrent en plus 1 militant P.S.U. et un passant qui s'étaient interposés. Ils traînèrent une camarade par les cheveux sur plusieurs mètres. Tous les camarades furent ensuite sauvagement tabassés dans le car. Après plusieurs heures passées au commissariat, ils furent relachés, sauf une camarade inculpée pour violence à agent. Cette camarade n'a fait que se défendre. Contre les méthodes fascistes, contre la montée de la répression de plus en plus insolente, dénonçons la répression de la bourgeoisie qui viole sa propre légalité.

Un humoriste méconnu : Gustave HUSAK

Husak, le Quisling de Prague, vient de se fâcher. Il a convoqué l'ambassadeur d'un grand pays socialiste pour lui faire remettre une note de protestation contre la « **nouvelles et grave ingérence dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie, qui n'a pas d'analogie avec les rapports diplomatiques normaux dans les relations entre Etats.** »

Voilà qui est énergique ! Aurions-nous mal jugé Husak ? Sans aucun doute, Husak entendait protester contre l'occupation de la Tchécoslovaquie, par l'armée du Social-Impérialisme Russe, et l'Ambassadeur convoqué était celui de Brejnev...

Eh bien vous n'y êtes pas !

C'est à la Chine populaire que s'en prend le roquet Husak. Selon lui, « **la République chinoise déchaine une nouvelle campagne contre la Tchécoslovaquie, attaque la politique actuelle du parti communiste et du gouvernement tchécoslovaque, ainsi que les rapports d'alliance de la Tchécoslovaquie avec l'U.R.S.S.** »

Parler d'ingérence « chinoise » dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie, alors que celle-ci est occupée par les tanks de Gretchko, il fallait le faire !

Comme humoriste involontaire le triste Husak se pose un peu là ! Mais le peuple tchécoslovaque ne goûte guère cet humour là. Ainsi que l'indiquait récemment l'Agence Chine Nouvelle :

« **Le peuple tchécoslovaque se rend compte que les nouveaux tsars révisionnistes soviétiques sont comme les anciens, que Brejnev et consorts sont comme l'impérialisme américain, et que ce n'est qu'en persévérant dans la lutte qu'il peut s'émanciper.** »

Il est vrai qu'en cas de « départ précipité » de Prague, Husak peut, compte-tenu de ses performances, postuler pour une place de « Monsieur Loyal » au cirque de Moscou.

Citation du Président Mao

« Certains pays capitalistes tolèrent l'existence légale de partis communistes, mais seulement dans la mesure où elle ne lèse pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie ; au-delà ils ne la tolèrent plus. »

ÉDITORIAL

LUTTONS CONTRE L'IMPÉRIALISME ASSASSIN ! ECRASONS LA VERMINE FASCISTE !

Il y a deux mondes.

D'un côté les « grands » qui regorgent de banques, de bagnes et de canons.

De l'autre les peuples qui luttent contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre le pillage par les forbans impérialistes, contre le capital exploiteur dans les métropoles.

U.S.A., U.R.S.S., G.-B., France, Japon, Allemagne « de l'Ouest », s'acquoquinent et se disputent tour à tour pour asservir les peuples, par le feu et le sang.

La France est un « grand » d'autant plus féroce que son économie ne lui permet pas de prétendre à ce rôle ; la bourgeoisie veut donc accroître la production, elle surexploite la classe ouvrière, pille les richesses et les hommes des pays qu'elle domine aux Antilles, en Afrique, dans le bassin Méditerranéen.

Dans notre pays trois millions de camarades de travail immigrés sont victimes à double titre : en tant que prolétaires surexploités et en tant que minorités nationales opprimées. Les brimades, les expulsions, les vexations fascistes, s'ajoutent aux cadences infernales et aux bidonvilles.

Il y a deux mondes.

Les impérialistes du monde entier savent leur fin proche, sentent la crise grandir, et redoublent de férocité.

Les peuples en lutte remportent victoire sur victoire.

Vietnam, Laos, Palestine, les guerres du peuple qui grandissent sont notre sûr allié dans la lutte contre les monopoles impérialistes !

Le combat des prolétaires de France rejoint et soutient ceux de Guadeloupe et des autres colonies françaises, ceux du Tchad et des néo-colonies en Afrique, ceux des palestiniens, des vietnamiens, des laotiens, thaïlandais, birmans, indiens, malaisiens contre les impérialistes, ceux des yougoslaves, des espagnols, des portugais, contre les dictateurs révisionnistes ou fascistes.

Cette solidarité n'est pas un monde lointain !

La voie du prolétariat n'est pas la capitulation, Manouchian nous a montré le chemin.

Le 21 février 1944, Manouchian, communiste arménien, et ses 23 camarades, 8 polonais, 5 italiens, 3 hongrois, 2 arméniens, 3 français, 1 espagnol et 1 roumain, tombaient massacrés par les bourreaux nazis.

« Nous mourons pour le bonheur des hommes » fut leur dernier message. Immigrés et français, unis dans la lutte, ils avaient lutté les armes à la main contre le fascisme.

Notre monde, celui du prolétariat, célèbre le 21 février leur abnégation révolutionnaire, et leur lutte qui symbolise l'internationalisme prolétarien.

Mais les assassins de Manouchian sont toujours là, et ils préparent toujours des sinistres complots.

En France les banques fébriles échaffaudent des plans pour sauver le capital menacé par la crise et les luttes.

Ils mijotent de ressortir de leur cage les vieux monstres nazis.

L'appareil s'édifie, « service national », « C.R.S. à statut spécial », « contrats de progrès » avec des syndicats de collaborateurs.

Les vieux mythes ressortent : « association capital-travail ».

De Gaulle avait toujours livré des Mirages à l'Afrique du Sud raciste qui admire Hitler.

Pompidou-Chaban livrent des Mirages à l'Espagne de Franco vieux complice de Hitler.

Pompidou-Chaban livrent des Mirages à la Grèce des colonels émules de Hitler.

Ils cherchent à museler la classe ouvrière par des promesses, et des flics, les immigrés par des flics et des promesses, et la jeunesse révolutionnaire par des flics, des promesses, et encore des flics.

Et en sous-main ils mettent en place la relève de leur masque démocratique actuel, un état fasciste qui arbitrerait une « gauche » docile et une « droite » régénérée par un nouveau « parti national ».

Il y a deux mondes, le leur et le nôtre.

Le nôtre, celui des luttes anti-impérialistes, des victoires populaires, des bastions rouges où la dictature ne s'exerce que contre les débris d'exploiteurs qui rêvent de retrouver leur paradis perdu, est le monde du prolétariat.

Le leur, celui de l'impérialisme qui pourrit et cherche maladroitement son dernier recours en renforçant la misère et la dictature, est celui qui engendre Mussolini et Franco, Hitler et Johnson...

Notre monde fête le 21 février les victoires contre leur monde pourri, la solidarité de tous les exploités, leur élan émancipateur, la fraternité révolutionnaire entre le prolétariat de notre pays et les peuples du monde.

Notre monde fête le 21 en renforçant toujours plus notre solidarité avec nos frères de classes immigrés dans notre pays.

Mais le vieux monde en crise veut fêter ses assassins le 26 février. Le gouvernement Chaban-Pompidou a en fait partie liée avec les provocateurs qui veulent tenir à la Mutualité un meeting d'assassins, avec les S.S. du sinistre Von Thadden, les émules de Mussolini, les mercenaires de Franco. Devant la mobilisation populaire, il hésite et annonce qu'il l'interdit sans préciser si oui ou non il est permis « avec invitations ».

De toute façon, nous ne tolérerons pas que les assassins du vieux monde relèvent la tête et paradent sur le pavé de Paris !

Etre solidaires des peuples le 21 février, c'est riposter contre les bourreaux des peuples le 26 !

Etre au coude à coude avec les immigrés le 21, c'est s'unir contre la vermine hitlérienne au service du capital, qui fit massacrer des millions d'hommes avec ses théories racistes.

Nous unirons notre lutte avec celle de nos frères immigrés !

Avec ou sans meeting, les nazis ne parleront pas à Paris !

Faisons de la semaine prochaine une grande semaine de lutte contre l'impérialisme et la vermine fasciste !

FAITES CONNAITRE LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG :

Œuvres du président Mao, en langue française :
— « Le Petit Livre Rouge » des citations ;
— « Sur la Guerre Populaire » ;
— « Les Cinq Articles les plus lus » ;
— « Les Quatre Essais Philosophiques » ;
— Les Œuvres Choisies (4 tomes et « Ecrits Militaires »).

DIFFUSEZ LES BROCHURES CHINOISES :
— LIN PIAO : « Vive la Victorieuse Guerre du Peuple » ;

Et parmi les derniers titres :
— LIN PIAO : Rapport du IXe Congrès du Parti Communiste Chinois ;
— Statuts du Parti Communiste Chinois ;
— Réédition de textes classiques de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

LISEZ PEKIN-INFORMATION

Hebdomadaire politique international comprenant les principaux articles de la presse chinoise et d'autres importants documents du mouvement communiste marxiste-léniniste international.

Achetez ou commandez ces ouvrages :
— A la librairie « Le Phénix », 72, bd Sébastopol, Paris (2e) ;
— Au siège des « Amitités Franco-Chinoises », 32, rue M.-Ripoche, Paris (14e), (dépositaire également du mensuel « Aujourd'hui la Chine »), 1 F.
— A l'H.R., B.P. 134, Paris (20e).

LISEZ, ÉTUDIEZ « LA PENSÉE MAOTSÉTOUNG, ARME INVINCIBLE »

0,70 F

Abonnez-vous...

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

abonnement ordinaire :
20 F pour 6 mois
40 F par an

abonnement de soutien :
40 pour 6 mois
80 par an

abonnement pour l'étranger (par avion) :
120 F par an

La liquidation des Houillères

Un fait qui illustre, une fois de plus, la trahison des bonzes syndicaux, c'est la présence à la tribune, lors des funérailles de nos frères mineurs, mineurs assassinés à Fouquière, du représentant de Pompidou et de l'État Patron Monopoliste, le ministre ORTOLI.

Chaque mineur se rappelle comment, par le passé, les municipalités ouvrières et la C.G.T. organisaient les funérailles des victimes de l'exploitation à outrance, et jamais les dirigeants syndicaux de cette époque n'auraient toléré que le ministre des exploiteurs vienne verser des larmes de crocodiles sur les cercueils de ses serviteurs. On comprend que certaines familles des victimes aient refusé d'assister à la scène.

« Il faut faire toute la clarté sur les causes de la catastrophe » déclare le délégué C.G.T. VINOIS, oui lui répond en écho le ministre Ortoli « il faut faire toute la clarté pour éviter le renouvellement d'une telle tragédie ».

Tartuffe ! Comme si les mineurs ne savaient pas que la surexploitation, la productivité, la rentabilité et le démembrement des houillères sont à l'origine de la catastrophe.

Chacun sait que l'Etat patron prévoit la fermeture de toutes les mines du Pas-de-Calais restant en activité et que cette liquidation doit être terminée en 1975.

Camarade mineur, regarde tes dirigeants syndicaux, qu'ont-ils fait pour s'opposer réellement à ce plan de liquidation. Quelle action véritable ont-ils réalisé pour s'opposer aux fermetures des puits de mine. Au contraire, toutes tes tentatives de résistance, ils les ont trahie, comme lors de la grève de 1963 et celle de mai-juin 1968. Ils ont mené un grand tapage sur la nécessité d'implanter de nouvelles industries dans le bassin et de reconvertir les mineurs, afin de faciliter la politique de liquidation.

Oui, camarade mineur, ces dirigeants syndicaux félons semaient des illusions sur la reconversion afin d'engourdir ta vigilance et te détourner de la lutte.

Vois camarade, ce qu'il advient des quelques usines implantées dans la région de Douvrain-la-Bassée, où celles-ci ferment ou chôment.

A bout d'arguments, les mystificateurs révisionnistes disent, voir « liberté », « le seul moyen de stopper le démantèlement de nos houillères et d'empêcher de nouvelles catastrophes, c'est de voter pour nous aux prochaines élections afin de balayer ce gouvernement réactionnaire et d'installer un gouvernement de « démocratie avancée ».

Cette promesse, camarade mineur, n'est qu'une nouvelle escroquerie de charlatans et de renégats. Retenez bien ceci, camarades, les gouvernements changeront à la suite des élections futures, mais l'Etat monopoliste capitaliste *restera,* il restera tant qu'il n'aura pas été balayé et brisé par le soulèvement révolutionnaire des masses populaires.

En effet, les élections pourront changer la majorité parlementaire, elles ne pourront jamais changer la nature de classe de l'Etat monopoliste qui restera, avant comme après les élections, aux mains et au service des monopoles, des financiers.

En fait, la «démocratie avancée», tant vantée par ces renégats ressemblera comme deux gouttes d'eau à la « Nouvelle Société » de Chaban-Delmas.

Dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir réel, c'est-à-dire le pouvoir d'Etat et ses deux pièces maîtresses, l'armée et la police, continuera d'être tenu par les monopoles capitalistes, et la « démocratie avancée » ne sera qu'une nouvelle étiquette sur une vieille camelote.

C'est pourquoi, camarades mineurs, il faut vous organiser à la base en comités d'action, en conseils ouvriers et hors du contrôle et de la mainmise des syndicats officiels.

Il faut suivre l'exemple magnifique de nos frères du Limbourg Belge qui dirigent eux-mêmes leur lutte après avoir rejeté la tutelle des traitres.

Pour venger nos morts, pour briser nos chaînes, camarades, organisons-nous, ne comptons que sur nous.

Les marxistes-léninistes du Nord et du Pas-de-Calais.

LA MAIN DANS LE SAC !

Depuis bientôt plus de 3 mois, les 6 000 mécanographes de la fonction publique sont en grève du rendement (à 50 %) pour que leur reconversion se fasse dans des conditions correctes. Les propositions faites par le gouvernement lors des entrevues des 23 et 26 janvier ont été, comme les précédentes, repoussées unanimement par les mécanographes. Une nouvelle entrevue syndicats-gouvernement est prévue pour le 3 février.

C'est alors qu'on enregistre le fait suivant : dans la V.O. (Vie Ouvrière, organe de la C.G.T.) on peut lire : « Une nouvelle séance plénière s'est tenue le 3 février ; les concessions gouvernementales constituent, selon les représentants du personnel, une ouverture appréciable »

On aurait pu penser qu'il s'agissait là d'une appréciation objective! Malheureusement le numéro de la V.O. en question a été distribué dans certaines administrations le 3 au matin, et a donc été imprimé au plus tard le 2...

Inutile de dire que les mécanographes, dès qu'ils ont vu cet article, ont demandé des explications à leurs délégués syndicaux qui évidemment n'avaient jamais été consultés et n'étaient pas les moins surpris.

Par contre, on peut affirmer sans crainte de se tromper que le gouvernement a été bien heureux d'apprendre que ses propositions (que personne ne connaissait encore), seraient de toute façon accueillies comme une « ouverture appréciable ».

Cette petite anecdote illustre clairement la tactique suivie par la direction confédérale quand dans un secteur la combativité est forte, qu'un mouvement est dur et qu'il risque de faire tâche d'huile, quand de plus, ils ne peuvent pas s'y opposer de front : tous les moyens leurs sont bons pour faire accepter les propositions gouvernementales, ou patronales *quelles qu'elles soient.*

En clair, cela s'appelle un coup de de poignard dans le dos !

Des militants C.G.T. de la Fonction Publique.

FRONT OUVRIER

Une gueule noire nous écrit...

CAMARADES

— Une gueule noire, mangeur de poussière qui a subi pendant plus de vingt ans sous terre la plus féroce des exploitations, vous salue.

— Il y a très peu de temps que j'ai découvert H.R. et croyez-moi, quel que soit le style de son contenu, il me satisfait pleinement.

En tant que mineur j'ai été particulièrement intéressé par l'article paru dans le n° 44 concernant les grèves « sauvages » dans le bassin Houiller du Limbourg. Il permet de constater que cette situation n'est que le reflet du malaise qui règne actuellement dans l'ensemble des *bassins houillers de la « petite Europe ».* Et qu'il soit de Limbourg, de Gelsernckirchen ou... des Cévennes le mineur subit inéxorablement la politique de sabotage, de liquidation des gisements par les requins monopolistes.

— Avec un ensemble parfait ils justifient leur action, utilisant le *même langage,* charbon dépassé, compétitivité, non rentabilité, compressibilité, reconversion, conversion, etc., etc.

— Partout les mêmes méthodes (conférences, journaux d'entreprises, etc...) afin de saper le moral des mineurs, de créer un climat de *fatalisme,* insinuant même qu'ils subsistent grâce à l'aide généreuse de l'Etat !

« Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la gale ! »

— Ils en ont pourtant gagné des batailles ces galeux ! combien de générations ont été offertes en holocauste, en sacrifice aux flibustiers de la finance.

Pour la nôtre dès 1945 on leur demandait de retrousser les manches... puis ça continue, tellement bien qu'à force de retrousser on se retrouve à poils !

— Il faut voir comme ils ont foncé... dans le noir, laissant aux vestiaires leur dignité d'homme, pour être pendant huit heures d'affilée de véritables bêtes de somme.

Car la mine a toujours été, quel que soit le degré de modernisation, un *véritable bagne souterrain,* (et ce ne sont pas les gueules noires de France qui me démentiraient !), avec ses *dangers toujours les mêmes :* grisou, éboulement, poussières, gaz divers, chaleur, etc...

Et pourtant il faut parler des cadences infernales qui doublent les risques d'accident, et qui à l'inverse des prix de tâche atteignent aujourd'hui des proportions cyclopéennes.

Alors comment s'étonner de rencontrer dans ces villages, ces bourgades attenants aux corons, ces vieillards de 40 ans, prématurément usés, amputés, silicotiques à divers degré.

— Comment s'étonner devant les statistiques de la Caisse autonome des retraites qui indiquent que 50 % des mineurs ne vivent même pas dix ans après l'arrêt total du travail ou retraite obtenue à 50 ans pour le fond.

Que 30 % n'atteignent pas 55 ans.

Alors, quand le mineur souffle un peu, qu'il réfléchit un peu, il se bat comme se battent tous les mineurs du monde, sans demi-mesures, libérant d'un seul coup toute la haine accumulée contre les exploiteurs buveurs de sang.

— Et parce qu'il réfléchit un peu il sait que la mine liquidée, il attérira dans une de ces usines squelettiques de reconversion, véritable miroir aux allouettes, qui durent ce que durent les illusions.

Et à nouveau le cercle infernal compétitivité, non rentabilité, compressibilité recommencera. On lui demandera de foncer, foncer encore, gagner des batailles qui ne seront en fait qu'autant de défaites.

Alors parfois la presse bourgeoise s'apitoiera sur le sort *d'un transplanté,* s'arrosant d'essence, craquant une allumette...

NON, Camarades mineurs, nous sommes pour d'autres incendies...

De tous temps nous avons été à la pointe du combat. Quand parfois nous « exagérions » un peu dans nos revendications, les buveurs de sang n'hésitaient jamais *quelle que soit leur République,* leur étiquette, à lâcher sur nous la meute de leurs sbires C.R.S.

Chaque fois nous leur avons ripos-té !

Appliquant au maximum le slogan :

« Pour une dent, toute la gueule ! »

Et les fonctionnaires de la matraque garderont de nos combats un souvenir impérissable.

Parce que nous avons acquis la certitude par expérience que les revendications pleurnichardes, les processions disciplinées prônées par les bonzes révisionnistes de tout acabit ne *sont que la plus vaste fumisterie.*

Nous continuerons à nous battre impitoyablement jusqu'à l'écrasement *total* de la *vermine capitaliste.*

Aux côtés des étudiants, paysans, de toute la classe ouvrière, sous la bannière du Marxisme-Léninisme.

Camarades, Salut !

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

FAC DES SCIENCES DE PARIS : DÉVELOPPONS LA SOLIDARITÉ AVEC LE PERSONNEL DES RESTAU-U

A la faculté des Sciences, les gros bonnets du CROUS (œuvres universitaires) n'ont pas de répit avec le restaurant universitaire qu'ils ont ouvert il y a 3 mois. Nous avons mené une lutte victorieuse contre la politique de rentabilisation des patrons du C.R.O.U.S.

CONTRE LA POLITIQUE DE RENTABILITE DU C.R.O.U.S.

Les patrons du C.R.O.U.S. qui gèrent les restau-U. veulent « rentabiliser » : cela veut dire engager le moins possible de personnel, lui donner des salaires de misère, de 700 à 800 F par mois, lui imposer des cadences élevées, bref, les exploiter au maximum.

A la fac., le restau-U. sert 3.500 repas chaque midi dans 3 salles ; chaque midi, c'est des queues de un quart d'heure, et les serveuses qui travaillent debout, sont débordées. Il existe bien une quatrième salle, aménagée, prête à recevoir les étudiants, mais pour les patrons du C.R.O.U.S., il faut 700 repas de plus par jour pour embaucher une nouvelle équipe, ouvrir la quatrième salle : 700 repas de plus sur les bras du personnel, 700 étudiants de plus pour allonger les queues.

POUR L'EMBAUCHE DE PERSONNEL POUR L'OUVERTURE DE LA QUATRIEME SALLE

Les militants marxistes-léninistes, dans le cadre de l'U.N.E.F., ont impulsé, dirigé et mené à la victoire la lutte contre la politique rapace des œuvres universitaires.

Pour l'embauche de personnel pour l'ouverture de la quatrième salle

Un tract destiné au personnel du restau-U. est d'abord distribué, à l'entrée du travail ; il est bien reçu, permet de développer les contacts avec le personnel. Une intense agitation est menée envers les étudiants par tracts, affiches, sono. En dénonçant la politique du C.R.O.U.S., c'est toute la politique d'austérité que nous expliquons. En expliquant les conditions de vie des employés, nous développons la solidarité avec les travailleurs. Des équipes militantes vont à chaque table enquêter, discuter des tracts diffusés : les étudiants qui en ont marre, proposent des formes de lutte. La lutte va permettre de rassembler les étudiants progressistes.

OCCUPONS LA QUATRIEME SALLE OCCUPONS LE BUREAU DU GERANT

Le jour de l'action, on invite les étudiants à prendre leur plateau et à venir occuper la 4e salle. Si l'action est mal organisée, elle n'en est pas moins un succès. La 4e salle est pleine. On y tient une assemblée générale, on y dénonce le chef-des-cuisines-flic qui, payé pour accélérer les cadences dans les cuisines, tente de s'opposer à l'unité personnel-étudiants On y décide d'occuper le bureau du gérant jusqu'à obtenir satisfaction. Le gérant, mielleux avec les étudiants, qui veut se faire passer pour un pauvre exécutant, est en fait un gérant loyal des patrons du C.R.O.U.S. : non content de payer un chef-de-cuisine-flic, il vient lui-même engueuler les employés quand un plat vient à manquer ; mieux, alors que dans les autres restau-U. les employés s'en vont une fois le travail fini, il les garde jusqu'à 4 h 30, même s'ils ont terminé, pour pouvoir les narguer : « vous voyez, vous n'avez rien à faire, vous papotez, vous tricotez... ». Mais il ne peut empêcher la solidarité avec les employés qui viennent nombreux discuter avec nous, et c'est nous-mêmes qui nettoyons la salle pour ne pas leur donner de travail supplémentaire, à la grande peur du gérant.

A une centaine, on force la porte menant à son bureau, qu'on occupe, et on l'oblige à téléphoner aux patrons du C.R.O.U.S. : ceux-ci essayent de s'esquiver par des promesses vagues, en nous faisant attendre. Mais nous ne sommes pas pressés, il y a tout ce qu'il faut dans le bureau : la radio, les carnets de comptes les avis de licenciement,... de quoi se distraire et s'informer. Le gérant n'en mène pas large ; les patrons du C.R.O.U.S. sont morts de peur devant notre détermination ; ils cèdent : embauche de personnel et ouverture de la 4e salle pour le lundi suivant. Comme jusqu'au lundi, on continue d'occuper la 4e salle, le lundi c'est chose faite.

VERS DE NOUVELLES LUTTES

Ce succès est bien accueilli par le personnel ; en montrant que la lutte paye, on a clairement posé le problème de la lutte : cet exemple de lutte de masse a renforcé les éléments actifs du personnel pour la lutte. Car tous les problèmes ne sont pas réglés : il y a toujours manque de personnel dans les cuisines, et la nouvelle équipe embauchée pour la 4e salle est composée d'horaires. Les patrons du C.R.O.U.S. ont essayé de s'en tirer à bon compte : en embauchant du personnel à statut différent (les autres sont mensuels), à horaire réduit, ils essayent de diviser le personnel : C'EST QU'ILS ONT PEUR. Ils ont peur de l'exemple de cette lutte, ils ont peur de l'unité étudiants-personnel pour la lutte. Ils savent que si le personnel engage de nouvelles luttes, il bénéficiera de l'aide active des étudiants progressistes.

Cette lutte a permis de regrouper autour des marxistes-léninistes les étudiants progressistes, qui ont continué avec nous la lutte contre la hausse des transports.

DEVELOPPONS PARTOUT LA LUTTE DANS LES RESTAU-U !

UNISSONS-NOUS AU PERSONNEL DES RESTAU-U.

C.D.H.R., Fac des Sciences Paris.

BICHAT : NOUS NE SOMMES PAS DES BAGNARDS !

*Cet article est le fait de deux travailleurs des hôpitaux. Une épluche*use gagnant 560 F par mois (1) et un aide soignant gagnant 760 F par mois. Ce couple vit dans une misérable pièce toute humide et paye 350 F de loyer par mois. Sachant qu'il faut 100 francs de déplacement par mois pour aller au boulot on peut aisément calculer qu'il ne leur reste pas grand chose pour vivre, juste de quoi crever ! L'aide soignant nous a proposé spontanément de décrire ses conditions de vie au bout de la deuxième visite en porte à porte ce qui montre que les camarades des C.D.H.R. peuvent parfaitement participer à la vie du journal, même militants sur un quartier.*

A BICHAT

ECOUTONS-LES :

Le traitement des aides soignant est de 76 à 80 mille francs par mois, nous sommes à la merci de certains surveillants qui nous traitent comme des bêtes qu'il faut mettre à l'abattoir.

Ils profitent de l'emploi de travailleurs, nord-africains, portugais, yougoslaves pour leur confier les plus sales boulots qui ne sont pas en rapport avec leurs tâches. Le personnel est à la disposition de tout, il doit balayer l'économat, le bureau du directeur, du chef du personnel, etc... s'occuper des ordures, des urines, du linge sale et retourner aux malades sans avoir le temps de se laver les mains !

QUAND ON TRIMBALLE DES VETEMENTS SALES ON A MEME PAS DE PRIMES DE CONTAGION (en médecine)

Le matin, il faut pointer à 6 h 30, je me lève tous les jours à 5 heures, et il faut être là à 6 h 25, pas le droit de traîner pendant la pose de 15 minutes, pas le droit de parler à une personne de la même corporation que vous, dans tous les cas vous êtes contrôlés par le chef de la salubrité. Le type, pendant la dernière grève, est venu pour déceler les « meneurs gauchistes », il a même fait mine d'en applaudir certains.

— Si vous voulez prendre une douche, il faut s' adresser 15 mn avant la sortie du boulot,sinon, c'est automatiquement supprimé.

— Normalement, l'assistance publique doit loger son personnel mais, parfois, quand ce sont des gens de couleur, elle refuse de les loger.

A L'HOPITAL FRANCO-MUSULMAN

Quand on a une gueule qui ne plait pas à Bichat, on vous mute à Franco Musulman (Bobigny). D'ailleurs, il y a des mouchards qui notent tout ce que vous faites en dehors de votre travail et qui vous diminuent votre note de conduite.

— Le personnel est licencié pour des riens : une algérienne a été foutue en l'air parce qu'elle a refusé de découper de l'ail en même temps que d'éplucher la salade, elle a seulement dit « Je suis à la salade et après je vais faire l'ail » et hop, virée par le chef qui, pardonnez-moi l'expression, s'il ne peut pas se farcir la bonne femme, la vide.

— Les cadences sont trop dures, le travail trop fatiguant. Nou sommes 3 épluche*uses, il faudrait être 6, on nous oblige à porter des sacs de navets, de carottes, de poireaux, et pour être payés si peu! *Nous ne sommes pas des bêtes, mais des êtres numains.*

C'est une injustice pour une femme de faire ce travail, et le soir, si on ne pointe pas à la minute, on vous diminue la prime.

LA CONDITION DE TRAITEMENT DES MALADES EST SCANDALEUSE

— On nous donne des ordres pour le manger des malades. On doit leur dire, vous mangez ou vous ne mangez pas ; s'ils n'ont pas faim, au lieu de laisser le plateau on doit tout jeter dans les eaux grasses. Bien sûr, rien pour nous, même si la viande n'a pas été touchée, on la jette. La surveillante des officielles mange en tout repos, alors qu'on a à peine le temps de manger au réfectoire.

— En plein hiver, il est arrivé qu'on donne aux malades des manteaux non désinfectés, ils doivent traverser la cour en plein froid pour passer la radio. Il y en a même une qui est restée 4 heures dans une cabine en attendant la radio, et on ne lui a même pas donné à manger car c'était trop tard.

— Le personnel volant doit laver lui-même et c'est lui qui doit se fournir son pantalon de travail.

— Le personnel ainsi que les malades n'ont pas de douches à eux.

— Les waters sont dans le couloir attenant au réfectoire et à la cuisine, il n'y a pas de targette, on la coince avec un manche à balai !

— Des fois, les malades cherchent désespéremment une pièce de monnaie pour boire un café chaud, on leur refuse des suppléments de café le matin..

— Quant au syndicat (C.G.T.), comment voulez-vous qu'il défende la cause de l'ouvrier quand il dort à proximité du patron, au chaud !

Nous réclamons :

— l'augmentation des salaires,

— le rapprochement de domicile des personnes qui habitent loin de leur lieu de travail,

— les transports payés,

— l'engagement de personnel,

— titularisation de tous.

Nous ne sommes pas des bagnard !

C.D.H.R. Guy Mocquet.

Elle a passé avec succès il y a trois mois l'examen de titularisation et depuis, attend toujours sa titularisation.

MANTES : FEMMES LUTTONS ET NE NOUS LAISSONS PAS VAINCRE !

Nous sommes reconnues pour ne pas nous laisser monter sur les pieds, pour être trop regardantes !... disent les hommes, et bien qu'attendons-nous pour agir !

Nos maris travaillent dûr, ils partent tôt le matin reviennent le soir exténués, à la fin du mois nous rapportent leur maigre salaire, qu'ils ont tant de mal à gagner et nous, nous laisserions partir cet argent gagné si difficilement, injustement dépensé ! non fini le temps des lamentations. elles resteront vaines si nous ne prenons pas la peine d'agir !

Notre correspondante cite ensuite les prix relevés dans divers grands magasins et continue.

La viande elle aussi augmente, et ce sont les ouvriers plus que n'importe quels autres sales bourgeois qui en ont besoin ; sans manger à sa faim, sans énergie un homme ne peut travailler, ne peut remplir la tâche déjà lourde qu'on lui a imposée !

Par contre eux ces messieurs les profiteurs, les patrons se rincent la dalle, ils mangent de bons rôtis, boivent de bons vins, et après la sieste se permettent de venir accélérer les chaînes, et provoquer les ouvriers, les regarder travailler n'en avez-vous pas marre !

Toutes nous en sommes les victimes, ne nous en prenons pas aux vendeuses, aux caissières qui ne sont pas responsables, elles ont un travail exténuant, un rendement épouvantable, et à la fin de la journée elles parviennent à garder le sourire et à être aimables ce qui n'est pas toujours facile, les véritables responsables ce sont eux les patrons, les grands patrons des chaînes des supermarchés, qui envahissent le commerce qui coulent les petits commerçants, qui avec leurs affiches collées sur leurs vitres et qui ne sont que des pièges, attirent les travailleurs après leur longue et pénible journée de travail, car en fait on achète toujours autres choses, et pourquoi les prix varient-ils les samedi et jours de fêtes ? Ils sont plus élevés qu'en semaine !

Femmes comprenons que c'est le fruit de notre travail qu'ils volent ! alors agissons ! ne nous laissons pas faire, combattons ! soutenons nos maris dans leur juste colère mais sachons nous organiser d'abord pour agir toutes ensembles et en même temps. C'est bien parce que nous sommes encore inorganisées que les bourgeois, les révisios et les flics se permettent de nous malmener lorsque nous exprimons notre mécontentement. Que nous surmontions cette insuffisance et toute cette racaille se trouvera devant des millions de travailleuses et de travailleurs dans la même situation que le buffle sauvage devant un mur de feu, il nous suffira de pousser un cri dans sa direction pour que de terreur ils se jettent dans le feu et soient brulés vifs.

Osons lutter, osons vaincre ! à nous de jouer camarades !

Une militante ouvrière.

TRIBUNE DE DISCUSSION

Contribution des camarades cheminots de Limoges

Les roulants du dépôt de Limoges groupés dans un Comité d'Action ont fait le point de leur situation dans un tract de septembre 1969 au cours de la grève bradée comme l'on sait par les directions syndicales, à propos de la Refonte du P 4 R (règlementation des conditions de travail des agents roulants). On peut être ou ne pas être d'accord avec l'interprétation des événements qu'en ont donné ces camarades, notamment sur le rôle des syndicats, C.G.T. en tête, « lançant la grève sur le plan national, tout en en faisant porter la responsabilité à la base ». Notre journal a donné à l'époque un avis sensiblement différent, exprimant que la grève partie de la base s'est rapidement étendue à tout le réseau (les représentants syndicaux des échelons inférieurs marchant le plus souvent unaniment avec la base). Ce n'est qu'alors que les fédérations sont entrées dans le jeu, ouvrant les négociations, et exigeant des militants de la base que le mouvement soit maintenu uniquement chez les roulants, en réclamant pour eux-mêmes la réforme du P4 des Sédentaires et les 40 heures de suite. Ces camarades furent désavoués et la grève maintenue sur le plan catégoriel avant d'être étouffée, au bout de huit jours, pour des miettes.

TRACT DE SEPTEMBRE :

Voici quelques passages de ce tract du Comité d'action de Limoges, avec lequel, par ailleurs nous sommes d'accord sur pratiquement tout, excepté sur le point suivant :

Nous affirmons que nos camarades de Limoges commettent une erreur d'analyse lorsqu'ils considèrent les commerçants, les paysans et les roulants comme des catégories d'une même classe. La classe ouvrière est une classe une et indivisible. La paysannerie est une autre classe avec ses différentes couches. Les commerçants font partie de la petite bourgeoisie.

Le problème est d'abord d'unir les corporations composant la classe ouvrière en luttant contre le catégorialisme qui consiste à opposer entre elles les catégories d'une même profession (par exemple chez les cheminots : les roulants aux sédentaires, les catégories entre elles composant les sédentaires, bureaux, ouvriers, etc... un service à un autre : traction à Exploitation ou VB, une région à une autre, etc... ; d'où découlent les grèves isolées, tournantes, par secteurs, etc.). Ensuite, il faut unir les corporations entre elles pour réaliser l'unité de la classe ouvrière. Cette unité de la classe ouvrière se fera progressivement par la lutte.

Ensuite, et en même temps il faut réaliser le FRONT UNI des alliés de la classe ouvrière, sous sa direction. Si l'on considère que les commerçants, les paysans et la classe ouvrière forment une même classe, si l'on met sur le même plan les « roulants » catégorie d'une corporation de la classe ouvrière avec une autre classe, paysannerie ou petite bourgeoisie, on ne peut pas comprendre ce qu'est le FRONT UNI. Pour nous, nous considérons que le mot d'ordre CLASSE CONTRE CLASSE signifie :

CLASSE OUVRIERE AVEC SES ALLIES NATURELS SOUS SA DIRECTION CONTRE LA BOURGEOISIE.

Ceci dit, la discussion reste ouverte, et dans ce numéro, nous expliquerons, en laissant parler nos camarades de Limoges, comment est né ce tract, comment il fut accepté par les syndicats, l'analyse de la grève de septembre, un point de vue sur la réforme du P4 R, le danger des grèves catégorielles, le démantellement sur la région de Limoges, les conditions de travail, les méfaits de l'Accord-cadre, etc...

Nous ne donnons de ce tract que ce qui nous en semble actuel ; tract intitulé « POINT DE VUE ».

« Nous roulants du dépôt de Limoges, exprimons par ce texte, nos idées librement émises à la base ; nous espérons expliquer clairement ce que nous pensons de la grève et définir notre position. La véritable démocratie nous donne le droit de nous exprimer en tant que membres de la base, au même titre que toutes autres formes d'organisation ou de parti (...) La grève des roulants ne peut être chasse gardée, chacun peut et doit s'exprimer. Pour couper court aux ragots nous présentant comme « gauchistes » ou « aventuristes », nous demandons aux lecteurs qui approuvent de tels propos de ne pas poursuivre la lecture du texte. Pour ceux qui cherchent à comprendre sans sectarisme, il leur sera utile DE CONSERVER CE TRACT JUSQU'A LA FIN DE LA GREVE ET DE JUGER (...)

a) Grève de septembre 1969 : (...) Sa colère grandissant et consciente de l'action à mener, *la base trompée jusqu'à présent décide la grève.* C'est réellement la base qui la provoque dans certains dépôts réputés les plus combatifs. Devant cette détermination, les syndicats jugeant opportun de s'y opposer, lancent la grève sur le plan national, tout en faisant porter la responsabilité à toute la base. La base a bon dos !

b) *Quelles sont les possibilités de la base :* C'est donc une base volontaire et consciente de l'enjeu de sa lutte qui est en grève. Son pouvoir se limite malheureusement à sa *seule décision d'action.* Ce sont *les responsables syndicaux qui sont reçus par le Ministre et négocient notre avenir, nous laissant sur le tas en attente, complètement coupés* des discussions et n'ayant aucun contrôle sur elles (...)

c) *Classe contre classe :* (...) Tous nos problèmes, nos luttes et nos souffrances proviennent de l'asservissement de la classe ouvrière par le capitalisme qui doit pour s'en libérer, le détruire. Voir autrement la lutte qui nous oppose au régime, revient à ignorer ou à trahir les intérêts généraux des travailleurs. Classe contre classe, telle est la solution.

d) *Catégorie contre classe :* Opposer une catégorie de travailleurs, les roulants dans ce cas, contre une classe exploitante représentée par la direction S.N.C.F. et le gouvernement, conduit à l'échec, la lutte la plus résolue (...). Nous condamnons ces actions « catégorielles » et leurs défenseurs qui détournent les travailleurs des formes de combat véritables. *Dresser catégories après catégories (commerçants, paysans, roulants, etc.) contre l'appareil d'Etat, revient à diviser une classe déjà très éprouvée et peu organisée.* Une catégorie dans une corporation, elle-même dans une classe, voilà bien l'outil de division dont se réclament les Autonomes qui sous le masque du syndicalisme défendent égoïstement leurs seuls besoins personnels.

e) *Les dangers d'une grève catégorielle :* Partant d'un tel principe il est facile aux ennemis des roulants de *dresser contre eux, les autres catégories de travailleurs, voir* même la population. 30.000 agents de conduite ne sont-ils pas plus vulnérables que les 10 millions de grévistes en Mai 68, sachant que l'ennemi n'a pas changé de nature ? (...)

« *CONCLUSION DE CE TRACT DU C.A. DE LIMOGES* : Le pouvoir a annoncé la couleur par Chaban-Delmas, il permet à ses serviteurs apeurés réunis à Amboise, de :

« SERVIR DE FAÇON QUE DES GREVES DE CE GENRE NE SE REPRODUISENT PLUS ».

Il est à peu près certain qu'ils mettront sur pied un dispositif, voire une loi, qui tentera d'interdire tout mouvement parti de la base. C'EST NOTRE DROIT DE GREVE QUI EST EN CAUSE.

Les roulants ont pris leur décision à la base, en commun. Restons unis pour faire face aux mesures que prendra le pouvoir. Quoi qu'il en soit le combat ne peut à présent être victorieux que *si l'ensemble de la classe ouvrière comprend la nécessité de s'unir pour l'action.*

De plus, nous remarquons que si la base sait à présent, prendre des décisions de luttes, *il lui manque l'outil indispensable capable d'organiser,* de coordonner ses actions et de la guider vers la victoire.

Il nous manque un syndicat de lutte de classe à l'exemple de ce qu'était l'ancienne C.G.T.-U ».

Dans ce numéro nous publions un extrait du tract du C.A. de Limoges diffusé au moment de la grève de septembre 1969. Rappelons que cette grève bradée par les syndicats (par rapport aux autres syndicats, la C.G.T. représente 80 % de l'influence totale) avait été orientée exclusivement sur la refonte de la réglementation du travail P4R, c'est-à-dire sur un terrain catégoriel, spécifique aux roulants. Voici le point de la situation actuelle par les camarades de Limoges eux-mêmes, avec le recul du temps. (Le C.A. de Limoges était représenté à la Conférence Nationale des cheminots du 7 février 1970, sous l'égide de Front Uni).

LE TRACT DE SEPTEMBRE S'EST-IL TROMPE ?
COMMENT EST NE LE TRACT

La F.G.A.A.C. (1) avait accepté et participé au mouvement sous la seule condition (acceptée par la C.G.T.) qu'il reste catégoriel. Défendre seulement les revendications catégorielles des roulants, dans une période de montée des luttes, c'était dédaigner le sort des sédentaires et briser l'action de l'ensemble des cheminots et des autres travailleurs. Le tract a donc été conçu en se fixant pour tâche de dénoncer dans les plus brefs délais et avec vigueur, les dangers catégoriels de la grève, en pensant à l'avenir de la lutte prolétarienne.

COMMENT FUT-IL REÇU PAR LES SYNDICATS

Il avait été précédé par deux fait caractéristiques :

1° La C.G.T., tout en semblant prêcher l'unité du mouvement en cours s'est ralliée à la position catégorielle de la F.G.A.A.C., en ce qui concerne la grève et son étendue (2).

2° Le P.«C.»F. a distribué un tract sans soulever aucune contestation des syndicats, appuyant les revendications et « la forme de lutte » des roulants.

Il ne faisait plus aucun doute pour nous, que notre tract non seulement serait accepté, mais renforcerait les thèses de la lutte de classes pour une éventuelle action sur le plan national.

C'est alors que ces messieurs « tant attachés à la base, n'agissant que par elle et pour elle » montrèrent leur vrai visage de diviseurs. La C.G.T. surtout reniant ses paroles de la veille, fit habilement agir les autres syndicats en « son nom » afin d'essayer de retourner la base contre ces « Gauchistes », ces « causeurs de troubles ». Ils procédèrent ainsi :

a) Ils qualifièrent le tract d'anti-unitaire, d'anti-social. Ils le condamnèrent comme ne visant qu'une chose. « semer le trouble parmi les grévistes, briser le mouvement afin de reprendre (déjà) le travail dans le désordre ».

b) Ils déclarèrent devant tous que seuls les syndicats représentatifs ou organisations reconnues (de quoi ?... par qui ?... pour qui ?... Pour quoi ?... par la bourgeoisie bien sûr), avaient le droit exclusif d'informer la base. Ils précisèrent que la présence d'un de nos camarades (expulsé de la C.G.T.) dans la salle de réunion affectée à ces mêmes syndicats ou organisations devenait par là-même intolérable et inacceptable.

Voilà donc quel fut l'écho immédiat de ce tract de septembre 1969, mais chacun peut voir aujourd'hui, avec le recul, si oui ou non, nous nous étions trompés et s'il était juste de nous calomnier.

Mais de tels procédés font-ils partie du syndicalisme authentique de lutte de classe, non ! Des décisions contraires aux intérêts des cheminots ont été prises par ces seuls messieurs. Qui ose contester est frappé ! Que la base dise oui ou non le résultat est le même, ils n'en font qu'à leur tête. Voilà ce qu'ils entendent par démocratie et par unité syndicale. Et cette unité de sommet contre la base qu'a-t-elle duré ? Il n'y a qu'à regarder les panneaux d'affichage syndical. A peine la grève bradée chacun dénonce l'autre à qui mieux mieux. Quel joli spectacle ! Quelle ambiance ! les patrons eux se réjouissent, ils se frottent les mains, ils tiennent la pose. Et nous prolétaires nous « dansons devant le buffet des revendications non satisfaites ». Et nos « maîtres de ballet » si nous ne réagissons pas, vont nous faire encore « danser » longtemps.

QUELS ETAIENT NOS ARGUMENTS ? (revoir tract)

1° — Sur l'issue du conflit :

Nous disions :

« Partant de tels principes, opposer une catégorie de travailleurs les roulants en ce cas, à toute la classe exploiteuse (pouvoir des monopoles et direction S.N.C.F.) c'est conduire à l'échec la lutte la plus résolue ». Et nos petits dirigeants syndicalistes ont approuvé et avec quel bel opportunisme ce genre d'opération.

Pourquoi et comment en sont-ils arrivé là ? Il est à remarquer que depuis longtemps ils n'ont pour ainsi dire plus ancun contact direct avec la base. Et lorsque en « haut lieu » on décide de passer à l'action, c'est « histoire » de rappeller qu'on existe encore, qu'on participe à la vie sociale du pays, pour assumer « ses responsabilités ». En cas de grève, le sommet impose un plan d'action à la base où celle-ci n'a plus qu'à exécuter. Ce procédé qualifié démocratie devient une habitude, mais, 9 fois sur 10, les revendications primordiales souhaitées par les travailleurs ne coincident pas avec celles présentés par les fédérations.

Qui a demandé la paye du 2e permanent C.G.T. ? Le retour de ses représentants au Conseil d'Administration S.N.C.F. ? Les 792. 794 heures (à 2 000 AF l'heure) accordées annuellement aux Fédérations Syndicales cheminotes à partir du 1 janvier 1970 ?

Qu'est-ce que cela a à voir avec les revendications urgentes mises à chaque fois au rencart :

— Les 40 heures immédiates ? l'échelle mobile ? la caisse de prévoyance ? l'arrêt du démantellement ?

Au printemps de mai-juin 1968, la base s'est dressée comme la foudre devant les organisations syndicales sidérées, dépassées, bousculées, aussi apeurées que le pouvoir. Les dirigeants syndicaux ont eu peur d'être rejetés comme incapables, inutiles et rétrogrades. C'est pourquoi ils ont fait vite, très vite, pour « reprendre l'affaire en mains » avec la bénédiction de Pompidou qui leur a vite ouvert les salons de Grenelle. Leur gros problème était le même qu'aujourd'hui, à n'importe quel prix, même celui de la trahison, « maintenir et contrôler le mouvement ouvrier ».

Voilà le but réel ! être aidés, reconnus, soutenus par le régime actuel ! Mais ce qu'ils ne peuvent effacer et combattre c'est l'espoir renaissant toujours à un niveau supérieur des possibilités nouvelles des masses, de plus en plus conscientes, à chaque fois, de la trahison.

Mais la base dont notre comité d'action est la projection, a prouvé que passant par dessus tout (lois, syndicats, régimes) elle était capable de grandes choses. Là est la véritable solution. La base doit compter sur ses propres forces et se réorganiser contre les syndicats manipulés d'en haut pour qu'ils servent de tampon amortisseur dans la lutte de classes.

2° — Le danger des grèves catégorielles :

Septembre fut un exemple de la division organisée des travailleurs par les directions syndicales. Les roulants chez les cheminots, puis la R.A.T.P., puis les postiers, après les dockers, enfin l'E.D.F. puis encore les Compagnies aériennes, etc... Mais il y a eu pire dans la grève des cheminots. Non content de lancer dans la lutte une corporation contre la classe, on a été jusqu'à fractionner l'action d'une catégorie (roulants de la région Méditerrannée, puis ceux du Sud-Ouest, le Nord, etc...) diviser pour régner, c'est connu ! c'est un vieux refrain!

Avec de tels procédés que pouvons-nous espérer arracher aux patrons ? Ceux-ci sont les rois ! ils accorderont un cheval aux syndicats de plus en plus intégrés et soumis et une alouette aux travailleurs de plus en plus écœurés !

Leur but commun, c'est de parvenir à cet écœurement de la base pour mieux la dominer, pour user ses forces, « ramollir » sa détermination, briser par la répression patronale d'une part, par la calomnie syndicale d'utre part les plus combattifs, éprouver ceux qui les soutiennent. Ils se partagent la propagande télévisée, les interviews, la radio, etc... Et si « la température monte », **ILS NEGOCIENT** pendant des semaines, des mois de palabres en palabres, quoi ? des « contrats de participation », de « progrès », ou « accords cadres ». Mais ce n'est là que « Hors-d'œuvre », entrée en matière.

Maintenant, le plat de résistance, c'est le DROIT DE GREVE ! que l'on veut supprimer ! on y mettra la forme ! bien sûr !réforme de la rémunération et les quarante heures en tranches ! échelonnées sur quelques années moyennant la renonciation au droit de grève !

La C.G.T. a fait son référendum à l'E.D.F. ! demain ce sera carrément la S.N.C.F. qui le proposera aux cheminots ! pourquoi pas ? Après-demain, ce sera un décret ministériel ou une loi du parlement U.D.R. Mais on nous racontera que le bulletin de vote pourra un jour changer la loi... bonnes âmes...

Non ! la base a compris ! elle sait ce qu'elle veut et arrêter ses décisions. Il lui manque seulement l'outil indispensabe capable de l'organiser et de la diriger vers la victoire.

En s'appuyant sur ses Comités de base et ses Comités d'Action, elle forgera dans l'action une organisation syndicale unique révolutionnaire.

3° — Le nouveau P4R ! est-ce une victoire ?

a) L'amplitude de la journée de travail :

1 — **DE JOUR :** ramenée de 13 heures à 11 heures. Mais nous savons que depuis longtemps à la S.N.C.F., les exceptions font la règle. Ces 13 h n'étaient qu'exceptionnelles dans l'ancien P4R. Maintenant les 11 heures seront la règle. Où est l'amélioration ?

2e — **DE NUIT :** la revendication des 8 heures est positive, en tant qu'amplitude, mais sur le plan du travail, avec la suppression des coupures, les nuits auront tendance à atteindre 8 h dans le cas général. Est-ce cela une victoire ? Est-ce une amélioration des conditions de travail ? Alors que la modernisation et les cadences tendent à augmenter les vitesses, les parcours, avec des marches plus tendues, les généralisations progressives de la suppression du 2e agent, même sur les trains de marchandises. **CONCLUSION :** avec moins d'amplitude théorique, moins de durée du travail théorique, avec réellement moins de personnel, nous produirons toujours davantage ! Qui seront les bénéficiaires ? Les patrons ! Et nous ? Qu'avons-nous gagné ?

b) **NOS ROULEMENTS.** Constatons :

— Des repos de 8 h 30 (au lieu de 9 h prévues) hors résidence, et de 13 h 30 à la résidence (au lieu de 14 prévues)... donc sans changement.

— Un seul agent sur certains trains de marchandises Diesel.

Moyenne journalière de travail en augmentation (exploitation et rentabilité plus poussées).

— Temps passé à la conduite plus long — trajets plus longs — fatigue accrue. Tout ceci dans un même temps donné.

Voilà donc ce qu'on nous présente comme une victoire ! « des avantages substantiels », « les patrons sont allés à la limite de ce qu'is pouvaient accorder » ! Tu parles ! En fin de compte, faut-il croire devant de si piètres résultats de la négociation véritable qu'il s'agit seulement de la mauvaise volonté évidente des patrons ? Mais qui accepte ? qui signe ? Nous étions qualifiés de «gauchistes », de « bradeurs » de grève, quand en Septembre nous dénoncions les dessous des déclarations des dirigeants syndicalistes. **« ENTENTE FRANCHE ET CORDIALE » ou «COLLABORATION DE CLASSES »,** c'est cela le résultat ! alors assez de palabres, de genuflexions et de belles promesses !

4° L'ACCORD CADRE :

a) QUE PREVOIT-IL ?

— « Prolongements sociaux » de la modernisation. Cet accord consacre officiellement, avec l'accord des dirigeants syndicaux, le démantellement de la S.N.C.F. Le principe est écrit en toutes lettres. Version S.N.C.F. de la participation. Notons que cet accord comprend également les phrases suivantes : « vis à vis de ces réformes, les organisations signataires conservent le droit de contestation ». Mais peut-on dire après la « victoire » de septembre sur le P4R, que la reprise précipitée d'en haut fut une contestation des propositions S.N.C.F. ?... A-t-on contesté après les mesures rétrogrades prises ça et là dans la région ? Les occasions auraient pû être nombreuses.

b) **QUI A SIGNE ?** Tous les syndicats sans exception et précipitamment dans les coulisses, le 11 juillet 1968, sans référendum ni information aux cheminots préalablement.

Retenez ces noms :

C.G.T. : ARGALON et MOREAU ; F.O. : SOUQUES et QUESTERBERT ; C.F.D.T. : MARTIN et BILLON ; C.F.T.C. : BRUNEBARBE et QUINTO ; F.A.C. : DECOUDUN et FERET ; F.G.A.A.C.: CIZEL et ROUMIGUIERE; C.G.C. : LACHIEZE et LOUCHART ; S.N.C.F. enfin : GUIBERT et BEYNET.

Un beau panier de crabes en vérité !

Pourquoi ont-ils passé ce marché ? Pourquoi ces négociations à huis-clos ? de qui s'est-on moqué ? La base doit exiger des comptes ! Il faut juger ces traitres !

c) **SES CONSEQUENCES :**

1. — Diminution des effectifs : progressivement 100.000 agents en moins de 10 ans. La Caisse de Prévoyance bradée pour la Sécurité Sociale. Idem caisse des retraites.

2 — Suppression de 12 000 km de lignes ferroviaires.

3. — **DANS NOTRE REGION :**

— fermeture aux voyageurs de Charoux - Vitray),

— fermeture aux voageurs de Chateauroux à Montluçon,

— coupure de ligne (Le Dorat - St-Sulpice - Lauriére),

— fermeture des gares de Necau à St-Yrieix,

— suppression de trains marchandises et omnibus,

— suppression du 2e agent sur certains trains,

— fermeture du dépôt bureaux (Chateauroux,

— plus d'entretien au dépôt de Montluçon qui devient annexe de Clermont-Ferrand, idem pour Aurillac,

— Fermeture de l'entretien de Limoges Bénédictins,

— diminution d'effectifs dans les dépôts par suite de la suppression de l'entretien du matériel roulant,

— passage des travaux réguliers à des entreprises privées sans contrat,

— nominations en diminutions constantes (5 T3 et 6 T4 pour le dépôt de Limoges),

— mutations d'office, déplacements au gré de la S.N.C.F., changements de filière, déqualification sans compensation, etc...

(Périgueux, 70 agents dans ce cas au 1er janvier 1970. Reconversions professionnelles en tout genres.

4 — **TOUT CECI AU NOM DU PROGRES,** au nom de la modernisation !... « à laquelle nous ne pouvons nous opposer » (dixit Séguy).

Par cet « accord-cadre », les syndicats unanimes (pour une fois !) ont cautionné toutes ces mesures anti-sociales, anti-cheminotes, et celles restant à prendre. N'est-ce pas venir au secours du capitalisme ? n'est-ce pas là la plus flagrante collaboration de classe ?

C'est à la base, qui est d'une part exploitée, d'autre part trompée et trahie, qu'il revient le droit et le devoir de se révolter et de décider de son sort. Nous voulons savoir dans quel gouffre on nous jette. Finissons-en avec les discussions à huis clos, avec les « tables-rondes » qui comme toutes les tables ont des dessus mais surtout des « dessous ».

5. — NOS CONDITIONS DE TRAVAIL :

— Il serait bon de rappeler que nos revendications (grèves de mars 1969) compreneient entre autres, nos conditions de travail à améliorer.

— Alors que certains parlent de « records », de « modernisation », de « rouler de plus en plus vite », il est exigible que ceux-là pensent à nous donner des outils de travail humain, à la hauteur de leurs exigeantes ambitions.

a) **NOS CABINES DE CONDUITE D'ENGINS MOTEURS :**

Devrons-nous supporter encore longtemps en plus de la V.A.C.M.A. abrutissante et avilissante, le bruit, le froid, les sièges inconfortables ? C'est à nous de répondre, d'exiger, de décider des moyens pour qu'aboutissent nos revendications. Nous ne sommes pas des agrès. Assez de mépris et d'injustices !

b) **NOS « CORPS DE GARDE » :**

Mis à part quelques exceptions, de bâtiments neufs, les autres les plus nombrux, sont de mauvaises casernes, entretenues par un personnel de plus n plus restreint. Ils sont dans des états lamentables : la propreté, les installations sont dépassées et d'un autre âge. Quant aux bruits s'ils sont difficilement évitables (trains, manœuvres, circulation routière, machines en stationnement, etc...) disons qu'il serait souvent facile d'y remédier par les dernières découvertes de l'insonorisation, à condition d'y réserver la part du budget correspondant de la S.N.C.F. : un peu moins pour les monopoles et les trusts, un peu plus pour les cheminots.

— Comment dans de telles conditions de plus en plus désastreuses, un roulant peut-il assurer son travail dans des conditions normales ?

— Modernisons ! d'accord ! mais TOUT ! Que le client soit respecté, surtout le petit, car il paye assez cher ! Mais que le cheminot qui consacre sa vie à servir le client, et surtout les gros, dans ce régime pourri, soit mis en possession de tous les moyens ! Et que le gros paye !

CAMARADES : **Répondons à l'appel de la Conférence Nationale des Cheminots du 7 février 1970 à Paris, sous l'égide du journal « Front Uni ».**

Unissons-nous entre tous les cheminots ! Unissons les cheminots à toute la classe ouvrière ! Finissons-en avec le catégorialisme et le corporatisme ! Unissons-nous, mais pour agir ! Comptons seulement sur nous-mêmes et il ne sera plus possible aux dirigeants des syndicats de nous trahir et de nous induire en erreur !

De partout nait et se développe la volonté de créer l'arme indispensable qu'il nous manque : UN SYNDICAT ROUGE UNIQUE DE LUTTE DE CLASSE, véritable organisation prolétarienne !

Regroupons-nous dans une première étapo, dans des Comités de base et d'action.

Le Comité d'Action des Cheminots de Limoges.

(1) F.G.A.A.C.; Fédération générale des Agents Autonomes de Conduite.

(2) Dans les centres où la C.G.T. avait le monopole comme à Clermont-Ferrand, par exemple (ni C.F.D.T., ni F.O., ni F.G.A.A.C.) c'est elle qui s'est opposée ouvertement à ce que les sédentaires s'associent à la grève, des roulants. Le Secrétaire du Secteur, un roulant, a chassé lui-même du syndicat, les délégués C.G.T. sédentaires venus apporter leur solidarité concrète aux roulants en ayant préparé la grève des sédentaires pour le lundi. « Mêlez-vous de ce qui vous regarde ! Nous n'avons pas besoin de vous, leur fût-il répondu ! ».

Pour toute correspondance avec le Comité National d'Initiative Cheminots d'Unité à la Base et dans l'Action, s'adresser au journal qui transmettra, ou à FRONT UNI, 17, rue du Sentier Paris-2e.

TOURS : 29 Janvier

La justice bourgeoise recule !

— Rappelons les faits : (cf. H.R. 43 et H.R. 42).

— dans la nuit du 20 décembre, 5 militants anti-impérialistes (M.-L.) sont interpellés par une patrouille de police et conduits et détenus au commissariat. Ils sont accusés des inscriptions anti-impérialistes (F.N.L. VAINCRA) sur l'hôtel de ville et sont inculpés de « dégradation de monument public ».

— Face à cette inculpation hypocrite s'est constitué le « Comité de défense des 5 inculpés » regroupant à la base de nombreux progressistes.

Le comité mena une intense campagne d'information auprès des travailleurs, des étudiants, des jeunes.

Il fit circuler une pétition expliquant les véritables motifs de l'inculpation et appelant à soutenir les 5 inculpés; cette pétition ne fut pas utilisée à la manière des réformistes qui s'en servent pour masquer leur refus d'organiser une riposte efficace des masses, mais elle permit aux militants du comité d'établir des contacts directs avec la population dans les quartiers, avec les travailleurs sur leur lieu de travail.

Un appel public fut lancé à toutes les organisations, réformistes et révisionnistes y compris. Le P.C.F., la C.G.T., la C.F.D.T. refusèrent de participer au mouvement. Et cependant de nombreux militants de base de ces organisations avaient signé la pétition et soutiennent la jeunesse militante.

La veille du procès, meeting de protestation où prirent la parole les inculpés et les organisations qui soutenaient dont H.R., le P.S.U., Rouge Lutte ouvrière, Action Tours, l'U.N.E.F. et les C.A.L. Ce meeting se termina par l'intervention d'un ouvrier M.-L. récemment condamné par la justice bourgeoise (cf. H.R.).

La lutte entre les 2 voies fut très aigue sur la question de l'appel au procès. Les opportunistes proposaient comme seule forme d'action une manifestation loin des lieux du procès, « oubliant » que la dernière bataille se livrait dans la salle du procès. En fait il s'agissait pour eux de préserver l'avant-garde, d'éviter que celle-ci se trempe dans le feu de la lutte, et ils durent se rallier aux idées justes avancées par des camarades M.-L.

— Jeudi 29 janvier, le procès devant le tribunal correctionnel, sous un déploiement important de forces de police. La bourgeoisie et sa justice ont trouvé devant elles des militants, qui, méprisant les sarcasmes du président du tribunal, refusant de répondre aux questions destinées à les ligoter, à les diviser, ont accusé avec force cette société d'exploitation qui doit réprimer férocement tous ceux qui soutiennent la lutte des peuples opprimés et celle de tous les exploités. Un avocat progressiste, M. Leclerc a poursuivi l'offensive. Si ces 5 jeunes sont devant ce tribunal, ce n'est pas pour « dégradation » ; ceci n'est qu'un prétexte.

C'est parce que l'inscription dont ils sont accusés marque le soutien au peuple vietnamien ; et l'impérialisme français qui opprime les peuples de la Guadeloupe, du Tchad, ne peut tolérer qu'on soit solidaire des peuples en lutte pour leur libération.

C'est parce que l'inscription dont ils sont accusés est signée en lettres rouges : P.C.M.L.F., Parti communiste marxiste léniniste de France, dissous arbitrairement le 12 juin 68. Alors c'est devant la cour de sûreté de l'Etat qu'il faut envoyer ces 5 jeunes ; mais la bourgeoisie ne peut se permettre un tel procès, car, en dissolvant les organisations dont le P.C.M.L.F., elle a violé sa propre loi. La justice bourgeoise a du reculer ; devant l'attitude ferme des militants, devant les centaines de personnes présentes e trésolues à les soutenir, devant le mouvement de solidarité dans la population.

Elle a disqualifié le délit en contravention.

Délit : peine de prison + casier judiciaire + de 500 à 2.500 F d'amende + dommages. Contravention : 400 F d'amende pour chacun + 1.000 francs de dommages et intérêts. Que la bourgeoisie et ses journaux rétrogrades sachent que ses 5 jeunes luttent au côté des peuples opprimés et de tous les exploités. Aussi ces jeunes ne seront pas les seuls à payer leurs lourdes amendes. Une collecte est dès maintenant organisée sur les usines, les quartiers, les facs.

— QUELLES LEÇONS EN TIRER ?

— A court terme ce procès a montré concrètement que la répression de la bourgeoisie s'exerce chaque jour et partout, et que seule l'action unie des masses peut faire reculer la bourgeoisie. Les camarades du comité se sont efforcés à ce que la solidarité ne reste jamais à un niveau sentimental, mais que son contenu politique soit clairement démontré. Les M.-L. se sont efforcés d'élever le niveau de conscience des masses jusqu'à la compréhension de la situation historique du capitalisme, acculé à la fascisation et au plan d'austérité, et à la nécessité d'y répondre.

— Cette expérience de Front Uni (front uni contre la répression) a permis de renforcer la liaison étudiants travailleurs, de poursuivre nos explications dans les masses sur la nécessité du front uni. Cette expérience facilitera la création à Tours de nouveaux embryons de Front Uni. Une mauvaise chose s'est transformée en une bonne : l'accentuation de la répression n'arrêtera pas nos efforts, au contraire elle rendra plus rapide et plus efficace l'organisation et la riposte des masses populaires et la constitution du Front Uni.

— Cette expérience a montré concrètement la trahison du P.« C » F. L'accumulation quantitative de tels faits contribuera au bond qualitatif par lequel la classe ouvrière sera arrachée au révisionnisme, et rejoindra l'avant-garde M.L.

OSONS LUTTER ! OSONS VAINCRE ! LE FASCISME NE PASSERA PAS !

VIVE LE FRONT UNI ! A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Correspondant H.R.

PLAÇONS L'IDÉOLOGIE PROLÉTARIENNE AUX POSTES DE COMMANDE !

La société bourgeoise a jour moteur la recherche du profit maximum. Sa culture, sa morale, ses arts, sa publicité, ses principes, ses organes d'état constituent tous des instruments de son idéologie rétrograde, exploiteuse, oppressive et répressive. La classe des grands monopoleurs et autres capitalistes exerce sans discontinuer la plus odieuse violence de sa dictature sur 90 % de la population.

La télévision et la radio distillent sans cesse leurs poisons, comme la grande presse. Tout est fait à longueur d'ondes ou de colonnes pour détourner l'attention de l'opinion, violer les consciences, dissimuler les problèmes fondamentaux, perpétuer la civilisation dégénérée et pourrie dans laquelle nous vivons.

« France-Inter » joue un rôle de premer plan dans cette entreprise : ses rubriques abondent des vieilles mystifications qui s'appuient sur la superstition : les signes des zodiaques, les horoscopes, le sort, la carte du ciel. Aux prédictions largement offertes aux natifs du Bélier, ou du Capricorne, ou de quelque autre signe, succèdent les émissions sur la mode. Le qualificatif « révolutionnaire » est abondamment dispensé. Les robes ou les manteaux, « maxi-maxi » ou « mini-mini », lancées par quelque grands couturier réputé pour ses mœurs de pédéraste, participent à la « révolution » dans le domaine de l'habillement.

D'ailleurs voyons donc, autrefois c'étaient les femmes de 40 à 45 ans qui lancaient les modes, aujourd'hui ce sont les « femmes » de 15 et 16 ans ! ! N'est-ce pas « révolutionnaire », ça ?

Et mieux, un grand tailleur vient d'avoir cette idée « géniale » de vouloir faire porter des robes... aux hommes !

Tout celà sans parler de la « sexualité ». La grande tarte à la crème de notre « nouvelle société » où tout se veut aphrodisiaque : le métro, les cinémas, la radio et la télé, les murs des rues, etc... etc... si bien que « l'Armée du Salut» finit par s'en mêler pour rendre la question encore plus confuse ! Or « L'Humanité-Rouge » a-t-elle tenu la place du combat qui lui revient vis-à-vis de l'idéologie dominante de la bourgeoisie ? Il ne semble pas. Et pourtant les marxistesléninistes ne cessent de proclamer leur conviction de la nécessité de mettre l'idéologie et la politique aux postes de commande.

La télé et la radio empoisonnent chaque jour plus de 20 millions de spectateurs et auditeurs !

N'aurions-nous pas à livrer combat dans cette direction ?

Qui, sinon notre journal, qui pourra dire à ces milliers de travailleurs et de ménagères qui défilent chaque jour à l'émission présentée par Guy Lux, le « Schmilblic », qu'il s'agit d'un piège, comme toutes les loteries et autre tiercé ? Un piège pour leur inculquer des illusions et les empêcher de prendre conscience de la seule issue s'ouvrant à eux pour solutionner leurs difficultés, leur misère : la révolution ! !

Oui, engageons résolument la bataille sur le plan idéologique. Démasquons sans répit la pourriture de la société bourgeoise. Transformons notre conception du monde et de la vie. En nous-mêmes. Chez nos amis, dans la classe ouvrière, dans notre peuple. Montrons par des exemples comparés ce qu'est idéologie prolétarienne par rapport à celle qui nous opprime.

Exaltons la société socialiste.

Faisons connaître largement ce qui se passe en Chine, en Albanie !

Mettons la pensée Mao Tsé-toung à toutes nos pages, Camarades !

Corrigeons activement nos insuffisances dans le domaine de l'idéologie !

Revenons-en à l'étude vivante des trois textes les plus lus, publions-les d'urgence !

Et tous ensemble, passons à l'offensive !

UN CAMARADE MARXISTE-LÉNINISTE PROFESSEUR SUSPENDU ARBITRAIREMENT

A Nice, notre camarade Jacques Atlan, professeur de philosophie au lycée d'Estienne-d'Orves, a été suspendu le 10 février par décision ministérielle, pour s'être solidarisé avec les lycéens en grève.

C'est *le sixième professeur* suspendu arbitrairement depuis moins d'un an !

Jusqu'à présent, la répression frappait surtout dans les usines, mais, depuis sa grande peur de Mai 68, la bourgeoisie fait tout pour se débarrasser des étudiants et des enseignants qui ont rejoint le camp de la classe ouvrière, c'est-à-dire le camp de la révolution prolétarienne. Actuellement, dans les universités et les lycées, se développe un vaste mouvement de masse que la bourgeoisie veut éteindre à tout prix car elle craint un nouveau mois de Mai, qui serait cette fois bien plus dangereux pour elle, pour peu que se fasse à nouveau la jonction entre les luttes ouvrières et celles des étudiants et des lycéens.

Ce que l'administration ne peut accepter c'est qu'un professeur cherche à élever le niveau de conscience de ses élèves ; nous en avons pour preuve cette maxime de la directrice de d'Estienne-d'Orves à une élève : « Si vous êtes consciente, Mademoiselle, votre place n'est plus au lycée » !... (La directrice voulait, en effet, « expliquer » la grève par un « vent de folie » soufflant sur le lycée. C'est toujours la même chanson : incapable d'expliquer les révoltes qui secouent la jeunesse progressiste, la bourgeoisie agite le spectre de « l'élément trouble », « provocateur », où résiderait la cause de tout le mal... En fait, si la jeunesse se détourne de la bourgeoisie, c'est à cause du vide et de la pourriture de son idéologie.)

Il faut noter que la bourgeoisie ne s'en est pas tenue seulement à cette sanction ; elle a recouru aussi à la répression parallèle : surveillance continue et peu discrète des S.A.C., C.D.R., barbouzes et compagnie à la porte de notre camarade.

RIPOSTONS
A LA REPRESSION !

Notre camarade est fermement décidé à obtenir sa réintégration. Grâce au mouvement de masse lycéen, au mouvement de masse étudiant, nous aurons la possibilité de *faire reculer le ministère* ; des enseignants du département se joignent déjà au mouvement actuel.

S'en tenant à une ferme ligne de masse, les Marxistes-Léninistes riposteront du tac au tac à toutes les mesures de répression, qui s'inscrivent dans le processus actuel de fascisation.

A bas la répression !

Exigeons la réintégration du camarade Atlan !

Les Marxistes-Léninistes ne se laisseront pas intimider !

C.D.H.R. - NICE.

Échec au projet de base fasciste à Assas

Depuis sa fondation en 1956, la faculté de Droit et de Sciences Economiques d'Assas est un bastion fasciste. Pendant les «barricades d'Alger», les fascistes occupérent la Fac. Même mai 1968 ne bouleversa pas fondamentalement cet état de chose.

Que s'est-il passé dans la semaine du 7 au 12 février ?

1) La quatrième année de Droit boycotta un premier examen « partiel » puis un second, malgré l'opposition haineuse du professeur Imbert qui s'était fait assister des appariteurs musclés du rectorat.

2) Les fascistes affichèrent dans la faculté les photos de Mussolini, Jose Antonio Primo de Riveira et des criminels de guerre Doriot et Brassilach. « Action Française », « Restauration Nationale » menait de son côté une campagne bornée, mais hystérique contre un des directeurs du centre Assas, M. Baigol, dénoncé comme « marxiste » à cause de son appartenance au P.«C.»F.

3) Les syndicats enseignants SNES-up et S.G.E.N. (C.F.D.T.) se mirent en grève. La grève est politique : antifascistes, les enseignants n'acceptent pas qu'on passe les examens encadré par des matraques et sous le portait de Mussolini. Mais les objectifs syndicaux essentiels des assistants (fraction la plus nombreuse du corps professoral) sont leur titularisation. Notons que si le S.N.E.S.-up, au niveau national est dominé par le P.«C.»F., la section locale du SNES-up est révolutionnaire, elle cherche à se lier avec les étudiants révolutionnaires, mais sans se démarquer clairement de la ligne révisionniste.

Lundi 9 après-midi, les fascistes d'ordre « nouveau » organisent une très grossière provocation, déchirant les affiches appelant à la grève. Ce qui déclencha une bagarre courte, mais violente. Quelques heures plus tard, c'est au cri de « liberté d'expression » que ces mêmes fascistes tentent d'entrer dans l'A.G. des étudiants dont l'accès leur est interdit. Les nazis sont 80 mais armés, les étudiants sont 800 mais, comme ils refusent encore l'affrontement, il faut l'intervention de la police pour débloquer la situation.

Malgré le désir de non violence, le progrès politique des étudiants est considérable. Ils sont sortis en chantant l'Internationale et en scandant « le fascisme ne passera pas ».

Mardi et mercredi (10 et 11), la faculté est fermée. Cependant, dans ces conditions peu favorables à une action de masse, chaque jour, 500 étudiants se réunissent en A.G. à la vieille Fac du Panthéon. Le SNES-up et la S.G.E.N. revotent la grève.

Jeudi 12, la Fac est ouverte sans contrôle. Résultat : un incroyable carnaval se déroule : les nostalgiques du III[e] Reich et de l'O.A.S., fascistes itinérants, ni organisés, ni étudiants, l'Action Française, la F.N.E.F.(syndicat « étudiant » créé par le gouvernement gaulliste) et l'UNI groupe de choc formé par les CDR et les SAC pour intervenir sur la faculté, viennent aider l'Ordre «Nouveau» pour nous éliminer et créer à Assas le Censier «nationaliste» dont ils rêvent.

Ceci provoqua dans la masse des étudiants *un extraordinaire courant pour l'unité* antifasciste. Il va sans dire que le mouvement laissa complètement de côté l'U.N.E.F.-Renouveau-U.E.C. aussi bien que l'A.J.S. qui, en refusant de répondre aux provocations fascistes (il ne faut pas, soi-disant, se détourner des problèmes réels de l'université) s'étaient coupés ,dans les faits, de la masse des étudiants. La position de l'UEC fut particulièrement bancale. Certains de ses membres nous ont rejoint *dans l'action*, mais le parti révisionniste traitre ne cessa de nous calomnier par la voix de l'Humanité, déclarant notamment, le 13 février : «le directeur démissionnaire, M. Passet, a été un moment vivement pris à parti par un groupe gauchiste qui l'a insulté », alors que tout le monde a pu voir à la télévision que le jeudi 12 fév., c'étaient les fascistes et non les gauchistes qui occupaient Assas et bousculaient M. Passet.

Le besoin impérieux, d'une unité, d'une organisation unitaire des masses centralisée et démocratique pouvant diriger était tout entier tourné vers la riposte. Divisée en chapelle, toute action était impossible. Or, sans action, les masses ne prennent pas confiance, le mouvement de masse ne se développe pas.

Ce désir d'unité jailli de la base se heurtait à la structure des groupes, d'un côté l'U.N.E.F. cartel entre H.R. et le P.S.U., unité au sommet sans lien réel avec les masses ; de l'autre, la ligue trotskyste et les cahiers de Mai.

Pour que l'unité ait un sens, il fallait constituer une organisation large (U.N.E.F. ou pas) fondée sur le centralisme démocratique, et capable d'entraîner les éléments inorganisés.

La pression des masses mit cette organisation à l'ordre du jour, la pression des luttes l'imposa.

Les marxistes-léninistes qui avaient déjà signifié qu'ils ne se battraient pas pour un sigle (U.N.E.F.) si celui-ci était vide de sens, participèrent activement à la mise en place de cette nouvelle structure. Celle-ci reste fragile, car, née de la pression des luttes, elle peut encore fort bien se désagréger si la tension retombe sous le coup des manœuvres bureaucratiques de la ligue trotskyste, jointe aux coups des bureaucrates du PSU qui éprouvent aussi une grande réticence face à la prolongation de cette structure qui les éloigne du calme « train-train » de leur «petit» C.A.-U.N.E.F.

C'est ainsi que put être organisée la victorieuse riposte anti-fasciste de vendredi. Un strict contrôle des cartes ayant été instauré, la situation réelle dans notre faculté se présenta fort clairement. Ceux qui nous traitaient de « nervis de l'Humanité Rouge » (sic Ordre « Nouveau »), « de parasites hirsutes avec des barbes pleines de petites bêtes » (resic U.N.I.) « de Rouges venus de Censier » se retrouvèrent une petite centaine tout compris — Ordre Nouveau, F.N.E.F., A.F. —. Au milieu du hall, l'« immense majorité silencieuse » (Le monde) se trouvait concrétisée dans une trentaine de membres irresponsables du C.L.E.R.U. et du R.E.P.

Enfin, de notre côté, la grande masse des étudiants — près d'un millier, dont 300 organisés — scanda, entre plusieurs prises de paroles publiques, pendant 2 heures, de nombreux mots d'ordre dont :

« Nous sommes tous de Censier », en brandissant leurs cartes d'étudiants, tournant ainsi en dérision les calomnies fascistes.

« Ordre Nouveau - Ordre nazi » slogan applaudi par les fascistes qui sont très fiers d'être traités de S.S. mais qui cherchent à cacher leur véritable identité devant les masses.

« Etudiants, enseignants, tous unis contre l'ordre nouveau ».

Et surtout : « le meeting du 26 n'aura pas lieu ».

Le rapport des forces a été ainsi véritablement établi. Les mensonges éhontés de la presse et des fascistes nous importent peu. *Mais l'affrontement n'a pas eu lieu.* Les commandos fascistes n'ont pas été brisés. Et tant qu'on les traite de nazis sans les écraser, on les attaque *mal*. Il nous reste à faire passer dans la pratique le mot d'ordre de H.R. « écrasons la vermine fasciste ».

Néanmoins les prétentions de l'Ordre « nouveau » d'apparaître au meeting du 26 comme « ceux qui font la loi à Assas » ont été remises à leur juste place par les étudiants et les enseignants en comptant sur nos propres forces.

L'isolement des fascistes a été total, et les difficultés de réaliser l'unité fasciste en France, quand le mouvement révolutionnaire est puissant, ont été clairement démontrées.

Le meeting du 26 n'est pas seulement l'affaire d'Assas. Pour qu'il n'ait pas lieu, il faut que tous les anti-fascistes de toutes les facultés, des quartiers et des usines se préparent.

Ecrasons la vermine fasciste !

NICE : VIVE LA LUTTE DES ÉTUDIANTS ET DES LYCÉENS EN GRÈVE !

A Nice, la grève, partie des linguistes, s'est propagée à toutes les sections. Le mouvement étudiant a reçu le soutien du mouvement lycéen à la suite des mots d'ordre d'extension de la grève au secteur lycéen, lancés par l'assemblée régionale des comités de grève réunie à Lyon.

La grève dans les lycées a débuté au lycée d'Estienne d'Orves, puis a gagné les autres lycées.

Dans l'action, se sont démasqués tous ceux qui tentaient de s'opposer au mouvement de masse, depuis le S.N.E.S. demandant aux lycéennes de remonter en classe, jusqu'à l'UNCAL appelant à reprendre les cours à la fin d'un « meeting » et essayant d'empêcher physiquement la sortie des élèves hors du lycée ! Les lycéennes ont fait avec l'U.N.C.A.L. la même expérience que les étudiants avec l'UNEF-«Renouveau». Lycéens et étudiants ont fait l'expérience aussi du rôle négatif joué par la G.P. ; voulant à tout prix imposer sa direction à la manifestation du jeudi 5, elle a failli saboter le mouvement de masse en provoquant la démobilisation temporaire d'un grand nombre d'étudiants.

Mais la juste *ligne de masse*, développée par les camarades de Front Uni et de H.R. a fini par s'imposer grâce à l'extension du mouvement dans les lycées et à la remobilisation des étudiants, une manifestation groupant 1 200 à 1 500 étudiants et lycéens a pu tenir la rue pendant une demi heure.

Le mouvement de masse prenant de plus en plus d'ampleur, le gouvernement et ses chiens de garde, comme le doyen Ebrodt et certains professeurs, n'ont pas hésité à *faire rentrer les C.R.S. à la faculté*, ce qui ne s'était *jamais* produit à Nice. Le prétexte de l'intervention était que les étudiants voulaient assister en masse, à une réunion « à huis clos » des professeurs et du doyen qui voulaient discuter des moyens d'arrêter la grève.

Aux cris de « ça fait longtemps qu'on attendait ça ! », les C.R.S., qui avaient cerné la faculté, commencèrent *une véritable ratonnade, matraquant touts ceux qu'ils trouvaient sur leur chemin.* Des professeurs, des étudiantes ont été blessés. Les flics ont poursuivi les étudiants *jusque dans la cité universitaire des filles*, fouillant systématiquement toutes les chambres, plusieurs blessés ont dû être *hospitalisés*. Certains blessés graves ont été sorti par les flics des ambulances et transférés dans les cars de C.R.S. !

Les C.R.S. se sont comportés comme de véritables S.S.. Ils ont bien mérité du gouvernement dont ils sont un des piliers et qui veut faire d'eux un « corps spécial d'intervention ».

Le soir même, la mobilisation des étudiants contre les méthodes de répression fascistes, commençait ; le lendemain, un meeting à la Fac de Sciences regroupait plus de 1 000 étudiants qui décidaient une explication systématique en direction de la population et *une nouvelle manifestation encore plus massive.* En même temps, la grève débutait à la Fac de Sciences.

Par-dessus les organisations syndicales et les partis politiques sclérosés, les étudiants et les lycéens en lutte appellent les ouvriers à se solidariser avec eux.

Face à la répression, organisons-nous !

Formons partout des comités Front Uni contre la répression !

A la violence réactionnaire, opposons la violence révolutionnaire !

Unité étudiants - lycéens - travailleurs !

C.D.H.R. Nice.

Les bombardements de la R.A.U-

Solidarité avec le peuple égyptien

Depuis plusieurs semaines, le régime Nasserien est directement visé par l'impérialisme américain et son représentant attitré dans la région. Les derniers évènements ont montré combien l'impérialisme et le sionisme étaient décidés dans leur entreprise. Le 13 janvier une vague de Phantoms bombardait un camp militaire à Khanka faisant 87 morts. Jeudi 12 février l'usine métallurgique d'Abou-Zaabal était attaquée : le bilan était de 70 morts et 94 blessés graves, tous des ouvriers, ayant pour la plupart moins de 20 ans. L'horreur de ce crime rappelle par pas mal d'aspects les débuts des bombardements sur le Nord-Vietnam.

Rappelons-nous le cynisme et l'hypocrisie des impérialistes américains à l'époque qui qualifiaient « d'erreur » le bombardement d'hôpitaux avec des bombes à billes, qualifiant d'objectif stratégique la destruction d'une léproserie.

La même logique sanguinaire, la même attitude de mépris vis-à-vis de l'opinion publique internationale se retrouve dans le comportement des sionistes. Ces derniers ont deux positions : la première destinée à l'opinion mondiale nous montre un Israël épris de paix « combattant pour survivre », la seconde destinée aux arabes se résume en cette phrase : « Vous ne comprenez que le language de la trique, eh bien en voilà ». C'est la logique des impérialistes qui croient étouffer la voix des peuples par la terreur. D'une manière délibérée Israël a décidé de frapper, ou plus exactement a reçu l'ordre de frapper le régime Nasserien, danger important dans la région pour les intérêts américains.

En effet, le régime égyptien renversé, qui soutiendrait la Lybie, troisième puissance mondiale pour le pétrole, proie tant convoitée par l'impérialisme américain ? (rappelons que la C.I.A. a déjà tenté de renverser le régime lybien en fomentant un complot de l'intérieur. Deux ministres du gouvernement révolutionnaire devaient y participer, ils sont actuellement sous les verrous). Qui observerait pour le moins une neutralité bienveillante envers la lutte palestinienne directement combattue par le Liban et la Jordanie ?

L'objectif actuel de l'impérialisme américain est de briser le régime Nasserien, régime de bourgeoisie nationale et de le remplacer par un régime pro-américain, permettant dans une deuxième étape l'écrasement de la lutte du peuple palestinien et d'une manière plus générale la répression contre toutes les tentatives d'indépendance nationale dans la région.

A première vue, on pourrait croire que la situation appelle au pessimisme. En effet le social-impérialisme soviétique tient fermement l'économie et l'armée égyptienne en main. Les conséquences de cette main-mise sont les suivantes : d'une part le régime Nassérien poussé par les masses populaires, appelle à la lutte armée et crée des « comités de citoyens », mais sous la pression des soviétiques il accepte la résolution de compromis du 22 novembre et loin de riposter aux derniers bombardements israéliens tente d'en minimiser la portée. Les révisionnistes soviétiques appliquent leur ligne de trahison des mouvements de libération nationale. A la lutte armée populaire ils opposent la négociation au sommet avec les impérialistes américains.

Mais en fait la situation est loin d'être dramatique. Un demi million d'Egyptiens ont manifesté leur colère devant le dernier massacre d'Abou-Zaabal, les slogans que criaient les manifestants étaient : « A bas la collaboration américano-israélienne », « Les armes américaines ne nous font pas peur », « Nous combattrons jusqu'à la mort », « L'agression sioniste vise notre existence même ».

Le but avoué des Israéliens qui était de terroriser le peuple égyptien a échoué. Au contraire la colère populaire monte. Le message de Chou-en-Laï au président Nasser a encouragé le peuple qui est fier d'être soutenu par la grande République Populaire de Chine dans une période aussi noire de son histoire.

Une autre nouvelle qui encourage les peuples arabes est l'échec lamentable essuyé par le roi Hussein de Jordanie. Le petit roitelet autre pion de l'impérialisme américain dans la région avait reçu l'ordre de passer à la seconde étape du plan impérialiste. Pour la C.I.A. le moment était venu de frapper la résistance palestinienne en Jordanie. Hussein sortait un manifeste interdisant en fait les organisations palestiniennes en Jordanie. Quelques heures plus tard les palestiniens et les jordaniens occupaient la capitale, fraternisant avec l'armée et les bédouins, piliers du régime hachèmite, étaient obligés de battre en retraite. Devant l'unité complète de toutes les organisations palestiniennes, Hussein pensait abdiquer puis revenait sur sa décision et cédait devant l'exigence populaire.

La situation loin d'être catastrophique est grosse de développement rapide et nous devons nous attendre dans les mois et même les semaines à venir à une montée importante des luttes populaires.

A bas la collaboration américano-sioniste !

Vive la lutte des peuples arabes !

LES RÉVISOS EN "TERRE SAINTE"...

Le syndicat national des instituteurs, section des Bouches-du-Rhône est solidement tenu en mains par les révisionnistes du P.«C.»F. Du temps où ils étaient communistes, ces derniers ont retenu le principe de « mettre la politique au poste de commande» en tout. Seulement voilà, la politique a changé !

Ainsi, les dirigeants révisos du S.N.I. des Bouches-du-Rhône s'occupent d'orienter les loisirs de leurs adhérents, et comment !

Le numéro de janvier 1970 du « Bulletin de l'Enseignement des Bouches-du-Rhône » annonce, en page 30 :

Chers Collègues,

La Commission d'Action Sociale et des Loisirs de la Section Départementale des Bouches-du-Rhône du Syndicat National des Instituteurs, en liaison avec le Directeur Régional d'Air France, **a décidé d'organiser, pour** votre CULTURE et pour votre Loisir **un VOYAGE EN ISRAEL de 9 jours (durant les Vacances de Pâques)** A DES CONDITIONS EXCEPTIONNELLES.

Dépassant le cadre du S.N.I., nous lançons cette initiative sur le plan de la F.E.N. toute entière. Elle est également proposée à tous les amis de l'Enseignement Laïque.

Se rendre en « Israël », alors que le peuple palestinien opprimé par les bandes sionistes y lutte pour reconquérir sa patrie, c'est se ranger aux côtés des oppresseurs. Quant aux « amis de l'enseignement laïque », les conviés à passer leurs vacances en Israël, c'est en plus se payer leur tête. En effet, dans l'«Etat » théocratique d'Israël, les rabbins dictent toujours leur loi obcuriantiste. La presses a publié il y a quelques jours une information indiquant que le gouvernement, sous la pression du parti « national-religieux », **avait mis son veto à l'exécution d'un jugement reconnaissant la citoyenneté israëlienne à l'épouse athée non-juive, d'un officier sioniste...**

Mais, il y a pire. Non content de visiter « Israël », le groupe passera par Naplouse, en Palestine (occupée lors de la guerre des six jour !).

Lui fera-t-on visiter les maisons dynamitées par les sionistes en représailles contre la résistance palestinienne ?

Mais les dirigeants révisos du S.N.I. tiennent vraiment à ce que ce voyage se fasse, et ils concluent leur circulaire en ces termes :

Nous espérons que vous serez nombreux à répondre à cette nouvelle initiative de la Commission qui en l'absence d'un Service Social de l'Education Nationale s'efforce de faire vivre cet autre aspect du syndicalisme. **Il nous faut absolument 30 personnes pour pouvoir réaliser** ce beau voyage de culture et d'agrément, à des conditions exceptionnelles grâce à notre accord avec Air France.

N'hésitez donc pas et ne soyez pas en retard pour votre inscription.

A tous, bon voyage et meilleurs sentiments syndicalistes.

Le Secrétaire de la Section S.N.I. des Bouches-du-Rhône

Jean ARNAUD.

(révisionniste notoire !).

Tout est prévu dans ce voyage, même les « risques » Un alinéa précise en effet que le forfait comprend :

Une assurance complémentaire souscrite auprès de la M.A.I.F. et couvrant pour toute la durée du sépour :

— Chaque individu (garantie en cas d'incapacité permanente totale de 40.000 F);

— Les bagages, pour une valeur de 1.000 F.

En effets, les participants éventuels de ce voyage risquent d'avoir besoin d'une telle assurance. A traîner ses guêtres sur un champ de bataille, on risque toujours de recevoir une balle perdue.

Camarades enseignants des Bouches-du-Rhônes, aller en Israël aujourd'hui, c'est se comporter en ennemi du peuple palestinien et en complice du colonialisme sioniste !

Dénoncez vos dirigeants révisionnistes collaborateurs zélés de Moshe Dayan ! Et laissez les aller seuls chez les bourreaux de Deir Yassine !

Le fascisme israélien à l'œuvre (à gauche des victimes d'Abou Zabaal)...

LESOTHO : LES AVATARS DE LA « VOIE PACIFIQUE »

A la fin du mois dernier, des élections se sont déroulées au Lesotho (ex Basutoland), petit pays d'Afrique Méridionale enclavé dans l'Union Sud-Africaine du nazi-raciste Vorster.

Ces élections virent le succès de l'opposition « nationaliste » et la défaite du gouvernement Quisling de Leabua Jonathan, homme de paille des racistes Sud-Africains.

L'estimable Jonathan suspendit donc la proclamation des résultats du scrutin, procéda à de nombreuses arrestations et sa police tua plusieurs personnes à Maseru, la capitale et dans diverses régions du pays. Et le 7 février il prononça l'interdiction du Parti Communiste, annonçant par la même occasion que les liens de ce dernier avec les autres forces d'oppositions seraient analysés, à toutes fins utiles. Selon la marionnette Jonathan son intervention a assuré « une procédure démocratique correcte » et prévenu « une révolution sanglante ». On connait la chanson ! Nous ajouterons une seule précision : le jeune Parti Communiste du Lesotho a été l'un des signataires de la déclaration finale de la dernière conférence révisionniste de Moscou.

Brejnev et sa cours n'auront pas manqué, à cette occasion de mettre en garde ses dirigeants contre les « provocations aventuristes du groupe de Mao-Tsé-Toung et ses agents » et de leur recommander l'adoption d'une « ligne d'évolution pacifique vers une démocratie nationale ».

Les révolutionnaires du Lesotho, et avec eux, ceux de toute l'Afrique disposent désormais d'une nouvelle expérience de « voie pacifique et parlementaire », dans un pays où l'opposition démocratique a obtenu plus de 50 % des voix dans une élection.

Les balles de la police et l'interdiction du Parti, voilà la réponse des colonialistes Sud-Africains et de leurs fantoches.

Le peuple de Lesotho retiendra la leçon, et saura répondre à la violence du pouvoir fantoche par la violence révolutionnaire.

Au Lesotho, comme ailleurs, le pouvoir est au bout du fusil !

Pékin-Information n° 6 page 5 publie :

Lettre adressée au Président Mao et au Vice-Président Lin-Piao par Jacques Jurquet, chef de la délégation des Communistes Marxistes-Léninistes de France

Le camarade Mao Tsé-toung, président du Comité central du Parti communiste chinois, et le camarade Lin Piao, vice-président du C.C. du P.C.C., ont reçu une lettre, adressée au terme de sa visite amicale en Chine et avant son retour en France, par le camarade Jacques Jurquet, chef de la délégation des communistesmarxistes-léninistes de France. En voici le texte intégral :

A Pékin

Au président Mao Tsé-toung,

Au vice-président Lin Piao,

Au Comité central du Parti communiste chinois,

Au terme d'une visite de plus d'un mois en République populaire de Chine, au moment de quitter le sol de votre glorieux pays, bastion du socialisme dans le monde, nous vous exprimons notre chaleureuse et respectueuse reconnaissance pour ce séjour si riche d'enseignements, effectué à votre invitation, en notre qualité de communistes marxistes-léninistes de France.

Séjournant successivement à Yenan, Chaochan, Changcha, Canton, Nankin, Pékin et Changhaï, nous avons pu étudier de manière approfondie l'histoire du grand, glorieux et juste Parti communiste chinois. Nous avons compris que cette histoire, constamment impulsée par une lutte acharnée entre la juste ligne révolutionnaire du président Mao et la ligne contre-révolutionnaire des opportunistes de droite et de « gauche », s'identifie avec la marche en avant irrésistible de l'immense peuple chinois. La victoire de la révolution a été réalisée sous la direction de l'homme de génie qui a consacré depuis son plus jeune âge toutes ses forces pour rejeter les oppressions sanglantes féodales et impérialistes étrangères, le président Mao.

Nous avons écouté avec le plus profond respect et une intense émotion les récits d'ouvriers, de paysans pauvres et d'intellectuels en voie de rééducation idéologique. Au contact direct du peuple chinois si laborieux et si talentueux, nous avons mieux discerné la réalité quotidienne qui manifeste en actes concrets la grande directive du président Mao : « *Faire la révolution et promouvoir la production), améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre.* » Dans les usines, dans les communes populaires, dans les écoles, dans les musées, et lieux publics visités, nous avons constaté par nous-mêmes la portée immense de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne dans tous les domaines. La transformation de la conception du monde en plaçant l'idéologie et la politique aux postes de commande partout, le rôle dirigeant fondamental de la classe ouvrière, l'application générale du juste principe de « *compter sur ses propres forces* » nous sont apparus au centre des préoccupations constantes des militants de base et des cadres du Parti communiste chinois, ainsi que des membres des comités révolutionnaires. En assistant aux représentations de quatre pièces de l'opéra de Pékin sur des thèmes contemporains, en admirant deux ballets aux contenus révolutionnaires, en regardant d'innombrables dessins et affiches de combat collés dans les rues contre l'impérialisme américain et contre le social-impérialisme soviétique ainsi que contre tous les ennemis du peuple, nous avons mesuré de plus juste façon l'étendue et la profondeur des efforts soutenus sous la direction de la pensée-mao-tsé-toung pour assurer la transformation révolutionnaire de l'idéologie de l'homme, écraser l'égoïsme et l'individualisme. Nous pensons que la révolution dans le domaine de l'idéologie constitue un puissant soutien de la part du grand peuple chinois à la grande révolution mondiale qui amènera l'effondrement total de l'impérialisme et la victoire du socialisme dans le monde entier, et ouvrira aux peuples révolutionnaires la voie radieuse du communisme.

Les communistes marxistes-léninistes de France ont le désir de faire dans leur pays la révolution socialiste, ils savent qu'ils ne vaincront qu'à la condition de rejeter sans ambiguïté la voie électoraliste dite « pacifique » prônée par les dirigeants révisionnistes qui trahissent les intérêts de la classe ouvrière. Si les marxistes-léninistes s'écartent de la pensée mao tsé-toung, ils iront à la défaite et dégénéreront. S'ils étudient systématiquement, assimilent et appliquent aux conditions spécifiques nationales de la France la grande vérité universelle du marxisme, du léninisme et de la pensée mao tsé-toung, ils iront à la victoire. Le peuple français, riche de traditions révolutionnaires, animé de l'esprit de la Commune de Paris, de l'héroïque résistance aux nazis et des grandes journées de lutte de mai-juin 1968, soutiendra sous leur direction un combat prolongé nécessitant de grands sacrifices, jusqu'à la victoire de la révolution socialiste. C'est pourquoi profondément unis au peuple chinois et aux communistes chinois, nous nous efforcerons de rester les élèves modestes mais fidèles du plus éminent marxiste-léniniste de notre époque, le président Mao.

Nous repartons avec la conviction absolue que la grande République populaire de Chine, guidée par l'invincible pensée mao tsé-toung, est désormais en mesure de repousser victorieusement toute attaque lancée contre elle par quelque impérialisme que ce soit, par le social-impérialisme russe ou par quelque coalition monstrueuse organisée par eux.

Que les années 70 connaissent de nouvelles tempêtes et grandes victoires révolutionnaires dans le monde entier !

Vive l'amitié indestructible des peuples chinois et français !

Vive l'unité de combat révolutionnaire des communistes chinois et français sous la bannière du marxisme, du léninisme et de la pensée mao tsé-toung.

Vive l'internationalisme prolétarien !

Vive le grand, glorieux et juste Parti communiste chinois !

Vive le grand marxisme, le grand léninisme et l'invincible pensée mao tsé-toung !

Vive la révolution mondiale !

Vive le président Mao Tsé-toung ! Qu'il vive longtemps, très longtemps !

Pour la délégation des communistes marxistes-léninistes de France ayant séjourné en Chine du 7 décembre au 13 janvier 1970

Jacques Jurquet.

Le 13 janvier 1970 à Changhaï

POMPIDOU-BRANDT :

LES REQUINS IMPÉRIALISTES S'AFFRONTENT

Paris, 7 février (Hsinhua) — Willy Brandt a effectué une visite de deux jours à Paris fin janvier et s'est entretenu avec Pompidou et Chaban-Delmas.

C'était la première réunion entre chefs de gouvernement français et ouest-allemand depuis l'élection de Brandt, en automne. Les entretiens montrent que les deux pays profitent du fait que l'impérialisme américain et le social-impérialisme en butte à des crises politiques et économiques collaborent et rivalisent d'avantage en Europe pour s'entendre sur certaines questions afin de renforcer leur position et leurs intérêts. Mais, en même temps, chacune des deux parties a ses propres visées et se méfie de l'autre. De ce fait, les entretiens ne pouvaient résoudre les contradictions profondes résultant des conflits d'intérêts fondamentaux entre les deux pays. De retour à Bonn, Brandt a admis que ses entretiens à Paris « n'avaient rien apporté de sensationnel ».

Selon la presse, les entretiens Pompidou-Brandt ont porté essentiellement sur quatre sujets : les relations Est-Ouest en Europe, la Méditerranée, le « marché commun » et les relations bilatérales entre la France et l'Allemagne Occidentale. Les deux premières questions occupaient la plus grande place dans les entretiens.

Depuis plusieurs années, l'Allemagne de l'Ouest profite du déclin rapide de l'impérialisme américain et de la crise grave qui assaille le social-impérialisme sur le plan national et international, et s'appuie sur sa puissance économique accumulée depuis longtemps pour tenter de rejeter son statut de nation vaincue et lutter avec énergie pour l'hégémonie en Europe. Une fois au pouvoir, le gouvernement de Brandt a poursuivi de façon plus astucieuse et plus insidieuse la « nouvelle politique à l'Est » dont le but est d'annexer la R.D.A. et de s'infiltrer en Europe de l'Est. A cette fin, pour renforcer leur position, les militaristes ouest-allemands cherchent le soutien de la France. Entre la France et l'Allemagne Occidentale, des contradictions se manifestent dans la lutte pour s'infiltrer et acquérir les marchés en Europe Orientale. Et si Pompidou a exprimé sa « compréhension » et son « soutien » en ce qui concerne la « nouvelle politique à l'Est » de Brandt, c'est parce qu'il voudrait concentrer les forces et former une sorte de puissance ouest-européenne capable de faire face à la collusion et aux rivalités entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme en Europe. Mais d'autre part, Pompidou a essayé de faire pression sur Brandt avec Berlin-Ouest, lui rappelant que l'Allemagne est un pays vaincu, que Berlin-Ouest est toujours occupé et que l'Allemagne Occidentale ne devrait pas abuser de la « responsabilité » des « alliés » sur Berlin-Ouest.

En guise de réponse au « soutien » de la France, Brandt a exprimé sa « compréhension » et son « soutien » à l'égard de la «politique méditerranéenne » de la France. Ce n'est pas un secret que la France a des intérêts vitaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Depuis quelques années l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique se disputent d'avantage les ressources naturelles et les sphères d'influence dans le bassin méditerranéen, aggravant ainsi leurs contradictions avec la France. Une fois au pouvoir Pompidou a affirmé ouvertement son intention de « renforcer » la position de la France en Méditerranée. En formulant sa « stratégie méditerranéenne », Debré, ministre de la Défense, a déclaré « que la sécurité en Méditerranée est l'affaire des pays méditerranéens » et s'est opposé à l'ingérence de l'impérialisme américain et du social-impérialisme. Le plan pour le règlement du problème du Moyen-Orient par une « concertation à quatre », proposé par la France, visait à assurer celle-ci d'une voix au chapitre sur le problème du Moyen-Orient. D'autre part, l'Allemagne Occidentale possède des marchés considérables au Moyen-Orient et en Afrique du Nord d'où elle tire plus de la moitié de ses besoins en pétrole. Depuis des années, elle fait tout ce qui est possible pour s'infiltrer dans la région par le canal des « prêts » et de « l'aide ». Mais depuis qu'il y a cinq ans, les pays arabes ont rompu les relations diplomatiques à cause de la reconnaissance d'Israël, l'Allemagne Occidentale a perdu le contact et doit compter sur l'aide de la France à plusieurs égards. Brandt a donc exprimé sa « compréhension » et son « soutien » à la « politique méditerranéenne » de la France, à condition que celle-ci « informe » l'Allemagne Occidentale sur son développement et organise des « consultations » étroites avec elle afin de « coordonner » les politiques des deux pays.

Quant aux relations bilatérales et au « Marché Commun », la lutte entre la France et l'Allemagne Occidentale reste très vive. Le « Marché Commun » est depuis longtemps un sujet de chaude dispute entre les deux pays. Les contradictions sont aiguës entre eux en ce qui concerne l'entrée de la Grande-Bretagne, les « surplus » agricoles et « l'intégration politique » au sein du bloc. Au cours des entretiens, les deux parties ont réitéré leurs positions respectives. Un porte-parole français a dit : chacune des deux parties a « fait preuve d'une large compréhension de la position de l'autre ». Selon une agence d'information, ces mots prouvent que le « problème est encore sur le tapis ».

Alors que le système capitaliste est à la veille d'une crise générale plus grave que les précédentes, la France et l'Allemagne Occidentale, deux des principaux pays capitalistes, sont en butte a des contradictions aiguës et à des crises profondes. D'une part, elles cherchent à s'entendre pour faire face à l'impérialisme américain et au social-impérialisme, d'autre part, elles se disputent la première place en Europe Occidentale. Avec l'aggravation de la crise générale du capitalisme, les contradictions et les luttes parmi les pays impérialistes et entre l'impérialisme et le social-impérialisme deviendront plus aiguës et plus violentes.

IMMIGRÉS

Pourquoi Chaban joue-t-il les dames de charité ?

Jeudi dernier, Chaban-Delmas, jouant les dames de charité, a visité quelques « foyers » et bidonvilles et a émis la sentence que... les travailleurs immigrés étaient mal logés ! Evidemment, après les scandales et après les actions de masse, force lui était d'admettre ce que tout le monde avait constaté avant lui. Mais le cocasse dans l'affaire, c'est que Chaban c'est alors érigé en sauveur suprême. Il annonçait hypocritement que c'était soi-disant la politique d'immigration qui était coupable ; il a tout de suite proposé des « mesures » pour y remédier.

Les remèdes de Chaban, c'est un subtil coktail de flics et de dames de charité.

La « nouvelle politique » de la bourgeoisie veut résoudre en fait deux problèmes :

D'abord, il lui est indispensable que les prolétaires qu'elle exploite puissent reproduire et renouveler leur force de travail. En effet, à quoi cela lui sert d'importer des travailleurs qui s'écroulent de tuberculose et qui meurent asphyxiés?

C'est pourquoi elle veut que des conditions minimum de survie soient assurées aux esclaves salariés.

De plus, ce qui lui déplait dans les bidonvilles, c'est leur caractère incontrôlé. Les immigrés s'y regroupent eux-mêmes par affinités, la solidarité prolétarienne y est très grande, les révolutionnaires viennent agir avec les travailleurs.

La politique de relogement.

Cela, elle veut le remplacer par des foyers où des règlements stricts seraient appliqués, où les gérants sachent mater les locataires.

Dans le fond, quelle différence fondamentale entre loger dans un bidonville ou bien dans un «foyer» officiel comme celui de Bagneux, par exemple ? La différence, c'est qu'il y a moins de flics et plus de froid au bidonville, c'est tout : l'aspiration des immigrés, ce n'est pas « foyers-prisons contre bidonvilles », mais des logements décents, sans flics, à des prix abordables.

La solution de Chaban, détruire les bidonvilles et reloger dans des foyers, est appliquée depuis longtemps. *Telle qu'elle est réalisée,* elle consiste seulement à encaserner les immigrés en leur faisant payer un loyer prohibitif.

« L'idée est d'habituer les populations des bidonvilles à accepter de payer un loyer modeste pour être logés décemment » déclare Chaban.

En supprimant les bidonvilles, le gouvernement n'entend nullement supprimer l'exploitation au niveau du logement, il veut tout simplement la dissimuler et l'enfermer dans des ghettos gardés par ses flics.

LA POLITIQUE D'IMMIGRATION

N'en déplaise aux fanatiques de « la France aux français », la bourgeoisie a besoin d'importer trois millions de travailleurs immigrés car la production ne tourne que grâce à eux. Deux impératifs pour le bon fonctionnement de l'économie impérialiste (en France comme en Allemagne, Angleterre, U.S.A,, etc.) :

— une politique colonialiste qui pille les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine et qui achète des hommes pour les faire trimer dans la métropole ;

— un volant de chômage pour briser les salaires, les grèves et créer des rancoeurs entre prolétaires français et immigrés.

Les nouvelles mesures de Chaban ont pour but de planifier complétement « le marché des esclaves ».

Comme l'expliquait H.R. nº 42, depuis 1968, la bourgeoisie réglemente à tour de bras, ce qui permet de museler par des craintes administratives les immigrés, de les renvoyer « chez eux » , c'est-à-dire dans les prisons des dictateurs et des fantoches à la moindre incartade, le « remède » n'est pas nouveau.

« ASSIMILER » LES IMMIGRES

Après les avoir extraits de leurs peuples, après les avoir menés à la baguette, Chaban veut maintenant « assimiler » nos frères immigrés, les empêcher d'unir leur solidarité de minorités nationales doublement opprimées par la surexploitation et par le racisme. Il veut faire oublier la lutte de leurs peuples contre l'impérialisme, briser leur conscience de classe, les atomiser, les diviser, les opposer à la fois à leurs peuples et aux prolétaires français. C'est la solution de toujours des impérialistes, que de déraciner et de transplanter dans une culture colonialiste, les hommes des peuples dont ils sucent le sang.

Chaban propose la même solution que les impérialistes yankees pensaient avoir trouvé pour mater les afro-américains, eux aussi importés pour les besoins de l'économie capitaliste.

Pour accélérer «l'assimilation» Chaban lance un « appel pathétique » aux bonnes volontés, aux jeunes « qui devraient faire de l'alphabétisation », et sans doute va-t-on voir les vampires de l'U.D.R. se poser en philanthropes...

QUAND LES REVISIONNISTES APPLAUDISSENT

Dès l'annonce soi-disant « nouvelle politique », les révisionnistes du P.«C.»F. n'en pouvaient plus de joie. Ils ont lancé dans l'arène de l'Huma (blanche) le plumitif Claude Lecompte qui avoue immédiatement :

« Nous ne pouvons qu'approuver ici l'écho de nos déclarations répétées depuis tant d'années», quand Chaban annonce que « la cause (des bidonvilles) c'est la politique de l'immigration qui doit être revue et corrigée ».

Voilà que les dirigeants du P.«C.»F. appuient le gouvernement pour insinuer que la cause de la misère c'est une « mauvaise politique »

Chaban annonçait que l'immigration est « nécessaire aux besoins économiques », l'Huma surenchérit « et nous n'avons jamais dit le contraire » en « oubliant » de dénoncer les « besoins économiques » comme ceux de l'impérialisme exploiteur. Depuis quand les « besoins économiques » sont-ils séparables de l'organisation de la société en classes ?

Puis l'Huma cherche les « responsables » et annonce :

« Ainsi les patrons français réussiraient à ramener à leur disposition cette main d'œuvre qui tend à fuir, mais se déchargeraient, comme d'habitude, *sur l'Etat, sur tous les français,* de leur responsabilité ».

Voilà bien une prise de position qui dément le rideau de fumée des bavardages « théoriques » de Marchais au XIXe Congrès.

Mais enfin, jusqu'à nouvel ordre (l'ordre socialiste, la dictature du prolétariat) l'Etat n'est-il pas l'instrument de la domination de la bourgeoisie, et depuis quand les « patrons » sont-ils différents de leur Etat ?

Et « tous les français » identifiés à l'Etat du capital, cela conduit à la théorie qu'il suffit de changer les « mauvais » gérants du capital pour aboutir à une « démocratie avancée ».

Quand l'Huma conclut son article en admettant : « Nouvelle politique, par conséquent, mais qui n'en témoigne pas moins d'une première victoire », l'appel à l'action de masse qui suit prend son vrai sens : un stéréotype creux.

SEULE LA VRAIE ACTION DES MASSES CONDUIT A DES VICTOIRES.

Pour les aménagements de détail, pour les logements décents, ce qui peut faire remporter des victoires, ce n'est pas Chaban, ni le paternalisme colonialiste des révisionnistes, c'est l'action directe des masses.

Contre la politique de relogement dans les foyers-prisons : *relogement décent sans gérants flics !*

Contre la politique d'immigration, lutte contre les régimes néocolonialistes !

Contre la politique « d'assimilation », respects des droits politiques des travailleurs immigrés, individuellement et en tant que minorités nationales.

Contre les expulsions, les brimades, action directe !

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

Action au coude à coude contre le capital en France et l'impérialisme français qui opprime les peuples.

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !

Alphabétisation colonialiste ou révolutionnaire ?

Que Chaban vienne demander aux jeunes gens « généreux » de faire de l'alphabétisation doit vous aider à ouvrir les yeux.

Dans notre liaison avec nos frères immigrés, nous devons partir de leurs besoins, *et les aider à s'organiser sur* leurs bases propres. *Une autre politique serait tout simplement de la charité, du paternalisme, du colonialisme déguisé — même inconsciemment — (voir H.R. n° 42 et 46, p. 5).*

La lettre que nous publions ici, récemment envoyée par un correspondant ouvrier de l'H.R. doit permettre de mieux réaliser le style *de notre liaison avec les travailleurs immigrés. Elle devrait nous aider à toujours mettre* l'internationalisme et la politique *aux postes de commande.* H.R.

(...) Le problème central est celui-ci : QUEL EST LE BESOIN LE PLUS URGENT DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ?

Est-ce d'apprendre à lire et écrire ?

Est-ce de trouver un logement ?

Est-ce de s'organiser pour lutter contre la féroce exploitation capitaliste des patrons, des logeurs, du pouvoir (comités de lutte, de défense, informations, conseils juridiques...) ?

Le Pouvoir comme le Patronat cherchent à intégrer les travailleurs immigrés. L'alphabétisation (EN FRANÇAIS), culturisation colonialiste, sert-elle plus les capitalistes ou les immigrés ? Ne serions-nous pas plus utiles en donnant à nos frères immigrés les moyens de diffuser ce qu'ils pensent DANS LEURS PROPRES LANGUES (articles dans nos journaux, tracts etc...) ?

Si des étudiants veulent faire de l'alphabétisation, pourquoi ne s'orienteraient-ils pas vers l'alphabétisation dans *la langue des immigrés* ? Cela les amèneraient d'abord à apprendre auprès des immigrés qui savent. Je pense par exemple à l'Espagnol, l'arabe, le portugais. Si nous estimons que des manœuvres ou des O.S. arabes peuvent apprendre le français en cours du soir, après 10 à 12 h de boulot, pourquoi des étudiants ne pourraient-ils pas, *eux,* apprendre l'arabe aussi vite et l'enseigner en même temps à d'autres arabes analphabètes ?

Il ne fait aucun doute qu'une alphabétisation vue sous cet angle ne pourrait que plaire aux travailleurs immigrés. Cela nous amènerait à mieux les connaître (dans leur langue), à mieux connaître leurs problèmes leurs cultures, leurs traditions. Nous les aiderions à prendre conscience d'eux-mêmes, de leur personnalité, de leur force, ce qui est la véritable solidarité prolétarienne.

Je crois qu'en ce qui concerne l'alphabétisation, si les camarades *en ont le temps,* c'est là qu'il nous faut nous orienter. Et non pas à aider les immigrés à penser en Français, à s'intégrer, ce que recherchent nos capitalistes, ce en quoi ils ont d'ailleurs échoué. Pourquoi le ferions-nous ici pour leur compte ?

Ne pas oublier que, du point de vue patronal, la main-d'œuvre immigrée en France c'est du colonialisme. Nous ne dveons pas oublier non plus que les travailleurs immigrés sont chez nous par la force des choses. Ils composent ici des *minorités nationales.* Leur but est de rentrer chez eux dès qu'ils le pourront.

Ce sont là quelques idées que nous pouvons déjà soumettre à la discussion des camarades. Ouvrons le débat dans H.R., quitte à envisager ultérieurement une rencontre nationale sur le problème, *où les travailleurs immigrés pourraient être la majorité.*

Et pourquoi dans H.R. n'a-t-on pas d'articles émanant de travailleurs immigrés ? Pourquoi ne pas organiser pour H.R. des interviews de travailleurs immigrés (dans les taudis, dans les restaurants, cafés, dans les chantiers...) ?

Cela aussi serait rendre H.R. vivant.

Correspondant H.R.

Le gérant responsable : M. DURAND. Commission Paritaire nº 47 291 des Papiers de Presse. Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) Dépôt légal 1er trimestre